

INFORMATIONS

CORRESPONDANCE

OUVRIERES

le Numéro : 1 Franc - MENSUEL
N° 86 OCTOBRE 1969

SOMMAIRE

LA LUTTE DES CLASSES	1
AUX CAMARADES D'I.C.O.	4
FRANCE DES TRAVAILLEURS	5
DANS LE MONDE	
ITALIE	9
U.S.A.	12
IRLANDE	14
ALLEMAGNE	16
DES CAMARADES ET DES GROUPES	18
CORRESPONDANCE	24
PUBLICATIONS	26

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

La Lutte des classes en France

(suite du n° 85)

Lorsque la grève a éclaté à la S.N.C.F. le 10 septembre, beaucoup de travailleurs pensèrent qu'ils allaient pouvoir entrer en lutte, pas isolément, au moins pour faire barrage à toutes les tentatives des dirigeants de récupérer à la fois les avantages pécuniaires et le niveau du rapport des forces maintenu depuis mai 68. Partout, dès avant les vacances, les licenciements des « gauchistes », le bourrage sur les cadences, l'utilisation maximum de la modernisation et des réorganisations, puis l'action psychologique autour de la dévaluation, les hausses de prix, tout cela amenait à repenser qu'il fallait se battre, au pied du mur, dans son atelier, son bureau, sa boîte. Quelques dépôts, notamment celui d'Avignon, commençaient, cela s'étendait : on allait pouvoir suivre. D'autres voyaient déjà un recommencement. Mais la grève s'étendait curieusement, sans qu'on sache trop si les syndicats l'encourageaient ou non : ils menaient les pourparlers et au bout d'une semaine, après une journée confuse (où ils firent tout pour) réussirent à faire accepter les accords conclus par eux avec la direction ; la grève cessait presque aussitôt. Elle était restée catégorielle. Mais on retrouvait la marque des luttes d'après mai 68. Les syndicats n'avaient pas déclenché la grève ; ils n'avaient pas comme autrefois signé un accord et ordonné la reprise ; ils avaient, dépôt par dépôt, fait approuver l'accord, parfois aisément, parfois très difficilement, et partout fait cesser la grève. Le lendemain, la grève de la R.A.T.P. éclatait et se dé-

roulait exactement dans les mêmes conditions. L'effet psychologique de ces deux grèves, par rapport à un mouvement général, fut de faire prendre conscience aux travailleurs du niveau possible des luttes.

Il est bien évident que les syndicats ont su adapter leur tactique aux conditions nouvelles des luttes : la grève de la R.A.T.P. et ce qui a suivi montre bien les limites étroites de la marge de manœuvres des syndicats : dans la mesure où la grève des agents de conduite S.N.C.F. paraissait avoir amené une amélioration dans les horaires de travail, il était difficile que les agents de la R.A.T.P. ne cherchent pas à entrer en lutte puisque le même problème se posait pour eux. Qui a démarré la grève, comment s'est effectuée la reprise, on ne sait pas trop, car ce fut très confus, l'autonomie se mêlant à l'action souterraine des syndicats. Ce qui est certain, c'est que le travail reprit, là aussi, sur la base de propositions d'aménagements progressifs des horaires (défendues par les syndicats). Mais quand furent connues peu à peu ces propositions dans leur intégralité, il apparut qu'elles n'étaient en fait qu'une adaptation du temps de travail au plan d'automatisation du métro, permettant de récupérer présentement (les fameuses 5 minutes bloquées), les temps morts pour ne faire un temps de travail réel, de prévoir des étapes en 1972 et 74 pour l'application du repos de deux jours tous les six jours en relation avec l'automatisation qui rendrait

disponible des agents. De plus, les syndicats devaient accepter de n'engager aucune action d'ici 1974 (respecter le protocole). La C.G.T. (qui les années écoulées avait fait des 5 minutes la base de son action catégorielle), puis tous les syndicats étaient bien embarrassés par la clause anti-grève qui les transformait en agents répressifs directs et mettait à nu leur fonction réelle. Non que ça les gêne réellement (ils en ont déjà signé ailleurs) mais parce que la pression de la base le leur interdit présentement. Ils ne peuvent actuellement signer le protocole parce qu'ils ont soutenu - apparemment - une grève pour l'amélioration immédiate des conditions de travail et conseillé fortement la reprise en présentant l'accord comme satisfaisant.

Les grèves dans les P.T.T. montrent les mêmes ambiguïtés. Grèves localisées assez dures sur des conditions de travail particulières (Paris 20e, 8e, 15e, Limoges, équipes de nuit du tri de Paris-Nord et Austerlitz, jour et nuit à Paris Brune). Le fait que dans ce dernier centre figure parmi les revendications le « droit de réunion syndicale » montre que les syndicats ont imposé leur marque sinon au démarrage, du moins à la suite de la grève. Partout ce sont aussi les syndicats qui ont mené des pourparlers ; ils sont revenus pour tenter de persuader les grévistes de reprendre ; ils ont fait cadrer tous ces mouvements avec leur semaine d'action. La généralisation qu'ils avaient été contraints d'accepter à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P., s'est réduite ici à une journée mal suivie et à des grèves plus longues mais très localisées.

On connaît mieux par des camarades d'entreprises les rapports entre les travailleurs et le triangle syndicats, patrons, gouvernement :

— a Montereau, chez NODET (matériel agricole - 300 ouvriers) 15 soudeurs de l'atelier de départ de fabrication se mettent tous seuls en grève en demandant 7,50 % d'augmentation. Méfiance de la section syndicale C.G.T. (disloquée en mai 68 et reconstituée avec le tiers des adhérents). Le patron veut bien accorder 2 ou 3 % et un changement de classification. Mais menace de fermer la boîte s'ils ne reprennent pas. Devant ce chantage et l'hostilité d'une partie des ouvriers (en général les plus anciens) les 15 reprennent après 4 jours de grève sans rien d'autre.

— à Courbevoie, SOLEX - (banlieue de Paris - cyclo-moteurs). La C.G.T. prend l'initiative d'une assemblée des ouvriers pour une action revendicative pour les salaires. Une forte majorité des participants se prononce pour la grève : mais cette majorité n'est qu'une minorité des ouvriers de l'usine qui pour la plupart ne sont pas venus.

— Assurances Générales de France - Paris - 3.000 employés - Tous les syndicats au moment de la grève S.N.C.F. avertis d'un certain courant qui se dessine pour une grève mettent en place des débrayages avec manifestations pour les salaires. 15 jours après, avec l'effet psychologique des grèves successives S.N.C.F. et R.A.T.P., cette position maximum est abandonnée pour des appels syndicaux par services et des pétitions.

A côté on peut mettre des faits que l'on connaît mal, bien que la presse ait dû en parler (on sait parfois quand une grève commence, pas souvent quand elle finit, et comment elle se déroule).

— à USINOR - aciéries - Dunkerque - la grève des bureaux des laminaires dure depuis le 24 septembre. Elle fait suite à celle des programmeurs et des perfos (travail sur l'ordinateur). On sait à peine quelle catégorie fait grève (employés ou ouvriers) ; ils revendiquent un reclassement professionnel ; 14 (dont 5 délégués C. F.D.T.) occupent les bureaux plus d'une semaine pour finir par se retirer après un jugement et intervention des syndicats. C'est aussi une grève tétanos qui réduit l'activité des chantiers Penhoët à St-Nazaire.

— à UGILOR - Carling, Moselle - 250 ouvriers bloquent la direction le 30 septembre pour obtenir l'ouverture de discussions pour un reclassement.

— à NOISIEL - chocolaterie - Seine-et-Marne - 200 ouvriers sont en grève pour réclamer une étude de poste mais aussi une heure « d'information syndicale ».

— à THONON - aux Fonderies du Léman - 5 jours d'occupation pour un 13ème mois.

— à AVIGNON, le dépôt S.N.C.F. qui a démarré la grève essaie d'occuper : intervention conjointe de la police et des syndicats. A la reprise 200 contre 1 pour continuer la grève le matin, majorité pour la reprise le soir.

— la grève à la Fosse 4 de Lens ne s'étend pas aux autres mines ; celle de Peugeot-Mulhouse, se termine par un accord sans avoir touché les autres usines du groupe. Les traminois de Marseille et de Montpellier obtiennent quelques satisfactions inégales. Les dockers sont lock-outés : le mouvement est général mais bien tenu par les syndicats.

Quelles conclusions tirer de ces faits en apparence contradictoires ?

Les grèves sont nombreuses. Leur fréquence même et leur durée, indépendamment de leurs

autres caractères, témoignent à la fois de l'offensive des dirigeants et de la réponse ouvrière. Elles touchent aussi bien de petites entreprises que des grandes (S.N.C.F., R.A.T.P., P.T.T., USINOR) que des branches professionnelles (dockers) ; elles sont répandues partout en France ; elles oscillent entre la grève « désespoir » contre la fermeture d'une boîte et la grève générale de tout un secteur (S.N.C.F.) en passant par la semaine d'action rituelle appuyée par les pétitions dérisoires et anachroniques (mines, P.T.T.).

A voir cet éternel recommencement des tactiques éculées d'une bureaucratie syndicale tournant à vide, on pourrait croire que les syndicats, incapables de tirer les leçons de mai 68, et des grèves sauvages, n'ont plus aucune prise sur les travailleurs et sur les luttes. En ce sens, les grèves actuelles révèlent une situation apparemment confuse d'où l'on peut expliquer aussi bien des tendances à l'autonomie que l'attachement au syndicat. La multiplicité et la diversité des courants d'idées (du réformisme syndical jusqu'au groupe autonome conseilleriste) (en passant par le groupe léniniste traditionnel) qui proposent au travailleur une « solution », correspondent bien à cette apparente confusion.

La tactique présente des centrales syndicales peut se résumer dans cette déclaration d'un délégué C.G.T. de la R.A.T.P. :

« C'est la base qui a lancé le mouvement, parce que c'est là que le mécontentement est le plus grand et le plus visible. Mais les organisations syndicales sont unies et tiennent en main l'évolution du conflit. Nous ferons un front commun devant la direction et même ici : les étudiants qui sont descendus dans la station tout à l'heure et qui ont voulu distribuer des tracts d'un prétendu comité d'action R.A.T.P., nous les avons fait déguerpir. Et vite. »

Le Monde - 18-9-69.

On y trouve affirmé la manipulation de la tendance autonome des travailleurs, la nécessité pour les syndicats, de s'unir pour discuter avec la direction et pour s'opposer à tout ce qui pourrait amener une auto-organisation des travailleurs.

Il ne faut pas attacher trop d'importance aux déclarations tonitruantes d'un Séguy et aux réponses indignées des membres du gouvernement. Dans un pays comme la Belgique, les socialistes de la F.G.T.B. ont toujours conservé un langage anticapitaliste violent, d'autant plus violent qu'ils s'intégraient plus dans l'appareil de domination sociale. L'évolution du capitalisme pousse à la formation d'un syndicat unique comme en Grande-Bretagne, aux U.S.A., puissant d'un pouvoir (économique et social) légal : les imbroglis présents des rapports entre les centrales, leurs tentatives de soutenir telle ou telle grève contre l'autre, (tout en frei-

nant pour que ça ne se retourne pas contre tous) ne sont que des escarmouches pour être mieux placés au jour du partage. Cela ne peut dissimuler que les faits et les structures les obligent, au niveau de l'entreprise comme de l'état, à agir en même temps, ensemble et dans le même sens. Cette déclaration faite par Giscard d'Estaing, ministre des finances, à propos des commerçants, peut s'appliquer exactement à l'action autonome des travailleurs et aux syndicats.

« Le gouvernement met en garde toutes les personnes qui seraient tentées de se livrer à ces manifestations ou de s'opposer à l'action des agents de l'Etat. Il est fermement décidé à faire respecter la loi et à réprimer ces agissements intolérables, réprouvés par l'immense majorité des Français et susceptibles de compromettre le dialogue établi entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles. »

Le Monde.

Ceux qui vivent dans l'attente d'un renouvellement de mai 68 purent tirer une désillusion de voir une tactique syndicale aussi apparente être aussi efficace en si peu de temps. De fait, dans toutes les branches où des grèves étaient susceptibles d'éclater et de s'étendre, les syndicats ont prévenu les luttes avec dans la poche plusieurs plans de rechange au cas où elles ne seraient pas stoppées à un certain niveau. On peut faire un tableau de cette tactique :

--- pousser à un déclenchement « spontané » dans des unités de base de l'entreprise (dépôts, bureaux, ateliers, terminus) autant que possible sur des revendications particulières à cette unité et prématurément.

--- laisser le mouvement s'étendre tout seul ou merdoyer tout seul sans intervenir directement mais en surveillant de très près ce développement.

--- garder le contrôle total des pourparlers avec les dirigeants et lorsqu'un accord est mis au point, après quelques attermoissements, venir le soumettre (et le soutenir) à la base, fatiguée par plusieurs jours de grève dans l'indécision.

Il apparaît ainsi que les travailleurs aculés à lutter se mettent seuls en grève. Mais une fois en grève, ils attendent encore des délégués syndicaux et du syndicat, qu'ils conduisent la grève, qu'ils mènent les pourparlers, mais aussi qu'ils rendent des comptes de tout. Les syndicats utilisent ce niveau balbutiant de l'autonomie qui ne se concrétise pas en des organismes autonomes (assemblées générales de grévistes, discussions menées par des délégués directs de ces assemblées, contrôlés de façon permanente par elles). Les syndicats et leurs représentants ne veulent et ne peuvent jouer ce rôle de délégués contrôlés par la base : ils retournent contre les travailleurs consciemment ou pas leur

impossibilité présente de s'en sortir pour mieux imposer ce qui reste, objectivement ou pas, l'essentiel même de leur fonction : aider le capitalisme à surmonter ses difficultés, et à se transformer.

Néanmoins, comme ce sont les travailleurs qui sont en grève et qu'ils ne suivraient pas les ordres directs de reprise, la pratique syndicale s'est généralisée de soumettre les accords aux travailleurs en appuyant pour qu'ils les approuvent au besoin par des manœuvres. L'essentiel reste pourtant qu'une transformation importante s'est opérée : les syndicats sont devenus, extérieurs au prolétariat, une sorte de bureau de discussion, d'élaboration des propositions patronales qu'ils viennent soumettre en les défendant comme leur œuvre, aux grévistes.

Ce n'est pas au cours d'une ou quelques grandes batailles que le courant d'autonomie l'emportera. Ce sera dur et long, même dans une situation plus dynamique que maintenant. Les lendemains de mai 68 ont détruit bien des illusions sauf chez ceux qui continuent de croire - abstraitement - que tout est toujours possible.

L'autonomie des luttes passe par le renforcement de ce rôle des syndicats. C'est dans la mesure où, comme à la R.A.T.P., ils se trouvent ligotés par tout un réseau de liens, où ils sont dans l'impossibilité, pour de multiples raisons économiques ou politiques, de faire ce qu'attendent d'eux les travailleurs que ceux-ci seront réduits à s'organiser eux-mêmes, à prendre en main leurs propres luttes, à considérer d'abord leur seul intérêt transformant ainsi qualitativement le sens et les conséquences de leurs revendications et de leurs actions.

aux camarades d'I.C.O.

et plus particulièrement à ceux ayant participé à la rencontre nationale

Ceci est le second numéro d'I.C.O. imprimé.

A titre d'essai, nous poursuivrons cette expérience pendant 4 ou 5 mois. Si elle réussit, elle continuera, sinon, nous reviendrons à une formule ronéotée ou mixte.

De l'avis de tous, la poursuite de cette tentative doit s'accompagner non seulement d'un effort financier et de diffusion, mais surtout d'une transformation des liaisons et de la participation au travail d'information, de discussion, et aux tâches matérielles.

Nous reprenons chacun de ces points en demandant aux camarades de répondre aux points qui les concernent, à tous de faire l'effort collectif qui doit permettre de maintenir cette formule.

I. -- EFFORT FINANCIER :

Différents groupes se sont engagés à fournir une participation financière, une seule fois, ou renouvelée sur plusieurs mois, pour le lancement d'I.C.O. imprimé.

A chacun de tenir ce qu'il a promis.

Mais cela concerne aussi les autres camarades - isolés ou groupés - qui peuvent également envisager, en dehors de l'abonnement à I.C.O., une contribution volontaire. La comptabilité de ces versements sera publiée régulièrement.

II. -- EFFORT DE DIFFUSION :

Le problème de la participation peut être lié ou non à celui de la diffusion. Les camarades ou groupes qui versent une participation renouvelée mensuellement, peuvent demander à recevoir chaque mois un nombre équivalent d'I.C.O. (1 F l'exemplaire) pour une diffusion personnelle, soit gratuite, soit payante. Une telle formule nous paraîtrait souhaitable dans la mesure où elle éviterait toute comptabilisation et toute relance pour retour d'argent ou d'inventus.

Aux camarades ou groupes qui, hors de leurs abonnements (nous rappelons à chacun de prêter attention aux renouvellements) ont déjà entrepris, ou peuvent entreprendre un effort de diffusion, nous posons le « problème de la diffusion » tel que nous pouvons maintenant l'envisager :

Ce qui est permis maintenant et que nous refusons jusqu'à présent en raison du surcroît de travail matériel, c'est :

— *les dépôts en librairie* : on doit pouvoir trouver dans toutes les villes de quelque importance une librairie qui accepte un dépôt, ce qui suppose aussi un camarade qui y passe au moins une fois par mois.

— *la vente groupée* : c'est déjà ce que faisait un certain nombre de camarades ou groupes, cela pourrait être étendu.

— *la vente ouverte dans les lieux publics* : (réunions, usines, etc...) C'est aux camarades sur le plan local de voir leurs possibilités dans ce domaine.

— la diffusion de propagande : elle peut se faire de deux façons : soit par transmission d'adresses pour envoi de quelques mois, soit par réexpédition sur le plan local (7 centimes par exemplaire).

Ce qui paraît l'idéal pour simplifier les expéditions et faire effectivement un travail collectif réparti au niveau de chaque groupe, ce serait :

— les envois groupés à tout noyau ou groupe ou camarade isolé, le destinataire procédant lui-même à la rediffusion (dépôt, main à main, vente à la criée, envois gratuits de propagande, etc...). L'argent correspondant à cet envoi groupé serait versé avant par souscription (ce qui serait préférable) ou après.

Nous demandons aux camarades intéressés de nous

III. -- TRANSFORMATION DES LIAISONS :

Il a été convenu que chaque numéro d'I.C.O. contiendrait la liste des « groupes participants à I.C.O. » avec nom et adresse d'un correspondant, et peut-être, brève présentation (question de place). Nous demandons à chaque groupe intéressé de nous faire parvenir :

- un titre exact du groupe (s'il existe)
- une adresse qui sera publiée
- une présentation (en deux lignes si possible).

IV. -- TRAVAIL D'INFORMATIONS ET DE DIFFUSIONS :

Les camarades voudront bien se reporter au compte rendu de la rencontre nationale pour voir dans quel sens l'ensemble des camarades conçoivent le travail de liaison, d'informations et de discussions. Il ne s'agit pas d'établir des règles, mais au contraire que chacun essaie de mettre en pratique ses propres conceptions, de sorte que la rencontre de pratiques et de préoccupations dif-

V. -- TACHES MATERIELLES :

Dans la mesure du possible, il faudrait que les tâches ne soient plus centralisées sur le groupe de Paris.

Actuellement :

- l'impression est entièrement prise en charge par un groupe de province.
- les liaisons internationales seront assumées par autre groupe.

faire connaître le nombre d'exemplaires groupés qu'ils désirent obtenir pour rediffusion.

Nous ne faisons ni la course entre nous, ni la compétition avec d'autres groupes. Alors que chacun, avant de répondre, prenne la mesure réelle de ce qui'il peut faire. Pas de bluff vis à vis de soi-même ou vis à vis des autres.

Il vaut mieux ne diffuser qu'un seul exemplaire (ou aucun) plutôt que de s'en faire envoyer 20 et les mettre sous son lit.

Pour ceux qui répondront, ce qui compte avant tout, c'est la régularité et non le coup de tête et la désillusion. Il faut partir de peu et persévérer. Ça n'a rien à voir avec le militantisme bien connu qui possède les copains à la flatterie, l'enthousiasme et l'usure.

Cette liste sera précédée d'un appel à des contacts et à des liaisons horizontales pour la formation de groupes affinitaires ou l'établissement de liaisons sur le plan local.

Parallèlement, nous nous proposons de faire parvenir aux abonnés de chaque région ou département l'adresse et l'orientation du ou des groupes existants dans ce secteur pour qu'ils prennent contact s'ils le veulent et envisager éventuellement un travail de diffusion, de liaisons et de discussions.

férentes donne à I.C.O., à la fois sa permanence et une forme pouvant se transformer à tout moment.

Là aussi, ce qui est essentiel, c'est que la participation de tous donne une vie collective à I.C.O. et que chacun y trouve l'expression de ses activités comme de ses discussions.

D'autres projets ont été évoqués lors de la rencontre nationale (solidarité, circulation de textes théoriques ronéotés) ; des camarades ou groupes peuvent avoir d'autres projets, c'est la pratique commune qui permettra progressivement de faire sans heurts, la mutation nécessaire au stade actuel d'I.C.O.

France des travailleurs

Que se passe-t-il réellement dans les entreprises ?

C'est cela qui nous intéresse d'abord car aucune des informations qui peuvent être données par la presse ou les journaux des groupes n'expriment ce que vivent réellement les travailleurs, quelle est la nature de leur lutte quotidienne et quelle en est la dimension. Même lorsque cette lutte débouche sur une grève, ce que l'on en sait de ces diverses sources permet seulement de la replacer dans un ensemble, mais plus souvent en devinant un déroulement d'après quelques jalons qu'en connaissant des détails précis. Nous savons par expérience combien le déroulement des luttes peut être déformé et combien des analyses peuvent être imprécises ou erronées. Les

camarades d'entreprises qui formaient le groupe de Paris s'étaient toujours attachés à donner la mesure réelle de ce qui se passait dans les boîtes où ils travaillaient. Ce fut le contenu, souvent critiqué, d'une partie du bulletin. Nous ne pensons pas que cela doive changer. C'est à tous les camarades d'I.C.O. que nous demandons, soit par leur témoignage direct de travailleurs, soit par leurs contacts avec des travailleurs, de contribuer à traduire la réalité de la lutte de classe. Cela doit rester la base de notre effort d'information et de liaison.

Nous devons tenir compte des critiques, autant celles qui sont formulées de l'intérieur d'I.C.O., comme celles que nous reproduisons ci-dessous, que celles formulées de l'extérieur (nous renvoyons ici à ce que nous di-

sons ailleurs au sujet de la revue *Internationale Situationniste* n° 12). Soit, si nous sommes d'accord pour tenter de changer le sens des informations données, soit si nous ne sommes pas d'accord en répondant à l'aide de faits précis puisés dans notre expérience.

DES QUESTIONS SANS REPONSE

(d'un camarade du Havre - voir n° 84 - août 69)

« — Pourquoi les informations contenues dans I.C.O. ne font généralement référence qu'à des luttes ouvrières de façon assez dépersonnalisée (j'ai toujours l'impression en lisant I.C.O. de retrouver le même style journalistique absolument enutrie du Monde, cela signifie pour moi que les gars qui écrivent sont prisonniers d'une certaine expression et ne disent pas ce qu'ils pensent, ce qu'ils imaginent, les à-côtés anecdotiques des luttes ; ils en restent trop à un niveau institutionnel.

« — Pourquoi les informations contenues dans I.C.O. ne font généralement référence qu'à des luttes ouvrières sur les lieux de travail. Il me semble que la vie quotidienne est un terrain de lutte aussi important et il serait intéressant de connaître les expériences des luttes sur ces terrains (rapports avec les autres, multiples trucs pour se débrouiller, expériences multiples). Est-ce que personne ne sait rien ? Ou alors reste-t-on simplement prisonnier d'un certain style d'information ?

« — Pourquoi la critique des syndicats est-elle privilégiée ? Le syndicat est pour moi une institution qui, dans le contexte actuel (par rapport à l'idéologie dominante), est parfaitement intégrée, et je vois mal l'existence de syndicats non intégrés. De plus toute action qui se situe à un niveau de l'aménagement de la survie (augmentations de salaires, conditions plus favorables de cadences, de promotions, de travail, aménagements d'horaires,...) est parfaitement intégrable même si en apparence cette intégration est l'objet d'une lutte, et, même si cette lutte se fait en dehors ou contre les syndicats.

« Je proposerais à la discussion de favoriser des actions de critique partant sur l'ensemble des institutions de l'organisation de la survie (de l'école maternelle à l'hôpital psychiatrique en passant par les offices d'H.L.M., les supermarchés, les centres de loisirs organisés et les maisons de la culture).

« — Pourquoi le travail n'est-il jamais critiqué ? Faut-il que chaque membre (?) d'I.C.O. lise le Droit à la paresse. Pourquoi une critique du travail ne déboucherait-elle pas sur une stratégie révolutionnaire nouvelle ? Pourquoi dès le départ les luttes ouvrières restent-elles sur le terrain récupéré de l'aménagement de la survie ? Pourquoi ne pas leur donner des objectifs plus radicaux, puisqu'on peut toujours se retrouver sur le terrain de l'aménagement de la survie ?

« — Est-ce que le réseau des correspondants d'I.C.O. est vraiment utilisé ? J'ai l'impression que l'on retrouve à I.C.O. ce que l'on retrouve ailleurs : quelques metteurs en scène et de nombreux spectateurs-consommateurs. Que faut-il faire pour changer ce rapport ? »

--- d'un camarade de l'Aisne :

« A la coopérative, il se passe bien des drames. Un chauffeur livreur vient d'arrêter parce qu'il arrivait à la date prévue de ses vacances. Il avait loué quelque part dans le midi. Ses derniers quinze jours de travail, il avait fait beaucoup d'heures supplémentaires vu que l'effectif était à moitié. Ça lui avait même permis d'acheter un petit bateau pour son gosse et lui. La veille de partir, il

avait consulté un médecin pour sa femme à qui on a retiré un rein il y a un an. Elle est encore un peu malade, mal remise et elle fait de la dépression. Finalement, il ne part pas. Sa femme est à bout, « on ne la reconnaît plus dit-il ». Elle travaille dans une usine comme standardiste. Voilà un gars comme tant d'autres qui trime toute l'année en pensant à ses vacances... « c'est sacré, dit-il les vacances »... Et au moment où il va saisir le repos bien gagné, c'est de la misère qu'il lui arrive en plein visage. En effet, le capitalisme n'engendre ni la sécurité, ni la tranquillité. »

--- d'un camarade de Dijon :

« Il y a quelques mois vous m'avez demandé si je pouvais obtenir des renseignements sur la grève spontanée chez Peugeot en mars. J'avais répondu que j'essaierais mais n'ai pu obtenir de renseignements suffisants pour faire quelque chose de valable. J'avais cependant pu retrouver des articles de journaux de la région qui peuvent être intéressants pour voir comment les syndicats et la presse semblent avoir récupéré le mouvement pour le digérer. A part cela, je n'ai pu avoir que des témoignages par oui-dire (il semble en particulier que le premier mouvement ait eu lieu deux ou trois jours avant que la presse soit obligée d'en parler). Je viens de passer une semaine de nouveau dans le Doubs. J'ai pu parler avec des ouvriers de Beaulieu (plusieurs milliers d'ouvriers) et de Pont-de-Roide (un millier environ), malheureusement pas avec des ouvriers de Sochaux. Il semble intéressant de voir quel est le climat ou plutôt ce qu'il était avant les congés d'août et la dévaluation, car une certaine tension semble régner.

Parlant de Peugeot, on pense tout de suite à Sochaux surtout après mai 68 et après les grèves spontanées du printemps 69. Cependant Peugeot, qui fabrique beaucoup de choses en plus de ses automobiles et cycles, c'est aussi des usines importantes employant des milliers d'ouvriers tout au long du Doubs. (« La Vallée ») : Audincourt, Beaulieu, Valentigney, Pont-de-Roide... C'est plutôt du climat dans ces usines dont j'ai la possibilité de parler, mais il probable que ce qui se remarque pour elles, soit aussi valable en plus fort pour Sochaux. Tout d'abord, d'un avis unanime, les cadences et le rythme du travail ont considérablement augmenté sans bien sûr que rien d'autre, à commencer par les salaires, soit modifié. On parle de 30 %, c'est difficile à vérifier de façon précise. La réaction est elle aussi, unanime, même chez ceux qui sont le moins disposés à l'action ou la grève : « il y a longtemps qu'ils ont récupéré le retard dû au mois de mai ; il y a longtemps qu'ils ont récupéré ce qu'ils ont perdu à Grenelle ». Ceux qui ne sont pas à la chaîne vont jusqu'à se demander comment les autres peuvent y tenir. Un signe est aussi le bruit qui court selon lequel des centaines d'ouvriers, des jeunes, qui se feraient embaucher, abandonneraient au bout de quelques jours, remplacés aussitôt par d'autres. Même en admettant que les chiffres soient parfois exagérés, cela est révélateur.

On comprend donc qu'une tension ait régné avant les congés d'août et qu'il est bien probable qu'elle renaisse à la rentrée. La volonté d'action et de grève se renforce même dans les localités où Peugeot n'a pas la même importance qu'à Sochaux et même pour cela parfois, car moins nombreux, les ouvriers n'y ont pas toujours obtenu les mêmes avantages.

Les syndicats sentent, testent, cette tension et l'organisent à leur façon : grève d'une heure à Audincourt le lundi 23 juin par exemple, suivie d'un débrayage d'une heure plus généralisé dans les jours qui suivirent. (les

mouvements suivent à peu près l'ordre des localités de la vallée du Doubs, de Sochaux à Pont-de-Roide) ; revendications principales : rattrapage des salaires avec Peugeot-Sochaux - amélioration de la mensualisation, tout ceci avec une certaine volonté au moins apparente de demander avis à la base : qu'en pensez-vous - « faites part de vos réactions à vos délégués » est-il écrit à la fin d'un tract C.G.T.-C.F.D.T. rendant compte des discussions avec le patronat. Cette demande est-elle destinée à faire réagir les travailleurs individuellement ou par petits groupes dans le cadre - paternaliste - du syndicat ? Quelles sont les réactions et positions des ouvriers vis à vis des syndicats ? Elles varient évidemment beaucoup, selon qu'ils sont ou non syndiqués. On peut parfois entendre des arguments assez semblables dans la bouche de ceux qui sont convaincus de la vanité de l'action de ceux qui trouvent que les syndicats ne les mènent pas assez loin : « les syndicats font le jeu des patrons » - « les syndicalistes : ils sont délégués deux ans, et après ils ont de bonnes places » (il est difficile de faire en cela la part de l'hostilité patronale vis à vis de ces syndicalistes et du reste). Les jugements plus politiques, plus systématiques sur une complicité objective du patronat et des syndicats sont beaucoup plus rares qu'on ne pourrait le penser. Les ouvriers expriment ce qu'ils voient et vivent chez Peugeot sans être le plus souvent portés à généraliser et à théoriser. Cependant, il ne faut pas en conclure que la prise de conscience ne s'accélère pas, même parmi ceux qui militent à l'intérieur des syndicats. La réponse d'un jeune délégué C. G.T. à l'une des directions demandant si l'on n'était pas bien chez Peugeot (Peugeot c'est : prix réduits pour les ouvriers sur tous les produits fabriqués aux usines, y compris les couverts, ses cadeaux de Noël aux enfants...) « Pas de Peugeot chez nous, on est chez nous » réponse assez impensable avant mai 68 et même aujourd'hui encore dans le cadre strictement quantitatif des revendications de la C.G.T. exposées dans ses tracts.

Une nette tension régnait chez Peugeot avant les congés et peut s'en trouver aggravée par les conséquences de la dévaluation. Elle laisse présager une rentrée dure. Les syndicats le savent et le sentent, leurs tracts de vœux aux ouvriers et travailleurs partant en congés, semblaient déjà poser des jalons pour organiser, selon leurs perspectives, le mécontentement de la rentrée.

--- d'un camarade de la Sarthe :

« Permetts moi de me présenter : ouvrier agricole, déficient physique 1/2 cotisation, 1/2 retraite, 770 anciens francs par jour ; interdit chez Crésus. La philosophie pratiquante permet de tenir. Liberto naturel, anarcho circonstanciel, l'état m'a fait trop de mal, je veux sa disparition. Lorsque la société des hommes libres, communautaire sera vivante me permettant d'exister humainement, je ne serai plus un anarcho : un liberto communiste. Je voudrais savoir s'il y a dans la région de Château du Loir, Sarthe ou Maine des camarades d'I. C.O. avec lesquels je pourrais rechercher des points de rencontre. J'enverrai quelques idées sur l'ouvrier agricole, le pauvre qui, sans soutien, est bien un damné de la terre : retraite minima, logement sans avantage que le jardin. »

--- d'un camarade du Lot et Garonne :

« Je vous propose d'insérer ce tract dans le bulletin I.C.O. sur le rôle policier de la bureaucratie C.G.T. Ce texte date bien sûr de la dernière rentrée, mais maintenant.. Cela pourrait rendre service à des copains.

« Chers camarades, il est sans doute superflu d'attirer votre attention sur l'impérieuse nécessité de prolonger

la lutte entreprise contre le travail de sape des éléments et groupes gauchistes au sein du mouvement syndical.

« A la lumière de l'expérience du mouvement de mai et juin, il est évident que c'est l'une des conditions indispensables à la conduite correcte de l'action dans l'intérêt des travailleurs, de même qu'à l'unité d'action.

« Ces éléments ne cachent pas leur intention de redoubler d'efforts pour noyauter les organisations syndicales avec l'objectif d'évincer de leur direction les dirigeants actuels. Comme par hasard la presse bourgeoise fait largement écho à leurs préparatifs en vue de la rentrée. C'est tout juste si elle ne leur prodigue pas conseils et encouragements. Leurs possibilités sont certes limitées en ce qui concerne la C.G.T. mais leurs agissements en période de lutte peuvent être un facteur de confusion et nuire à l'action. Il n'est pas trop tard pour faire échec à leur entreprise désagrégatrice sans attendre qu'ils se manifestent à nouveau.

« Outre la nécessité de la bataille idéologique systématique de nature à éclairer les travailleurs, les jeunes notamment, sur la malfaisance de ces groupes, il est de l'intérêt et du devoir de toutes les directions des organisations confédérées de prendre des mesures : placer leurs protagonistes dans l'impossibilité d'accomplir leur vile besogne que ce soit lors des réunions de la rentrée ou au cours des assemblées générales et congrès des syndicats.

« Il appartient donc à chaque union départementale et fédération de veiller à ce que les syndicats, les entreprises où certains de ces éléments se sont révélés et manifestés durant la grève - et éventuellement depuis - soient en mesure de les combattre efficacement en rappelant qu'il est incompatible d'occuper des responsabilités au sein d'une organisation syndicale dont on combat l'orientation et dont on calomnie les dirigeants à l'instar de l'ennemi de classe.

« Bien entendu les organismes nationaux de la confédération soutiendront cette campagne sur le plan des explications et de la propagande, mais cela serait insuffisant si les efforts de la C.G.T. à l'échelle nationale, n'étaient pas renforcés et prolongés à tous les autres niveaux jusqu'à la base.

« Pour compléter notre dossier sur cette question précise, nous vous demandons de nous informer, dès que possible, par une note succincte, de l'importance de l'activité gauchiste dans votre union départementale ou fédération des mesures déjà prises pour la réduire et de ce qui est envisagé dans le même esprit. Comptant sur votre diligence...

Léon Mauvais, secrétaire de la C.G.T.
(reproduit par le bulletin de l'Union des Anarcho-syndicalistes, N° 81, 12-68).

L'exercice du droit syndical :

Dans le N° 53 de Lutte Ouvrière du 3-9-69 (Initiative Socialiste Rodinson - 54, rue Monsieur le Prince, Paris 6ème) figure un écho d'entreprise de l'imprimerie Desfossés à Issy-les-Moulineaux (1700 ouvriers) et intitulé : « la C.G.T. contre les droits syndicaux ». Il est exposé comment la C.G.T. et le P.C. tout puissants dans l'entreprise, ont pu interdire à un délégué C.F.D.T. (représentant une section syndicale C.F.D.T. constituée depuis mai 68) l'accès de certains secteurs de l'usine en faisant débrayer ses secteurs et en intervenant ensuite directement auprès de la direction. Cet article se termine par des pleurs sur les dirigeants syndicaux C.G.T. qui

permettent à la direction « de porter atteinte aux droits de libre circulation des délégués syndicaux dans l'entreprise ». Il est pourtant évident que cette « libre circulation » n'a été prévue par les dirigeants, aussi bien politiques que patronaux et syndicaux, que pour permettre d'assurer le bon fonctionnement de l'entreprise capitaliste. A un certain niveau de concentration de l'entreprise - et c'est le cas pour l'imprimerie Desfossés » il n'est plus nécessaire d'avoir plusieurs syndicats, un seul syndicat suffit pour jouer le rôle qui lui est ainsi assigné. Le fait que dans cette circonstance ce soit la C.G.T. qui joue ce rôle et la C.F.D.T. qui en soit la victime (il est vraisemblable d'ailleurs que des militants de Lutte Ouvrière ont dû se servir dans cette entreprise de la couverture de la C.F.D.T.) ne permet nullement de dire que ce soit la C.F.D.T. qui serait démocratique et la C.G.T. totalitaire, les rôles pouvant aussi bien être interchangeables dans d'autres entreprises ou dans d'autres circonstances. Ce type de répression à l'intérieur de l'entreprise par une collaboration étroite entre le syndicat et la direction - le syndicat se servant éventuellement de son emprise sur les travailleurs pour faire pression sur la direction - peut s'accroître si, sur un plan général, il s'avère nécessaire pour la bonne marche du capitalisme en France, de faire régner la discipline parmi les travailleurs. C'est seulement la réponse des travailleurs qui peut garantir la libre circulation de tous partout dans l'entreprise (et pas seulement aux seuls délégués syndicaux) et non un droit accordé par une loi et dont les travailleurs devraient d'une manière ou d'une autre, exiger le respect.

Jeumont - Schneider

(St-Denis - construction électrique)

« Aux travailleurs de décider... » déclare la C.F.D.T. dans un tract qui se termine d'ailleurs par l'éternelle phrase : « Le syndicat est la seule force des travailleurs... organisez-vous à la C.F.D.T. ». Le seul intérêt du tract est de montrer clairement quelle est la tactique actuelle des syndicats pour tenter de récupérer le plus possible des mouvements qui se déclancheraient autrement en dehors d'eux et contre eux.

« ...Les travailleurs savent, depuis longtemps, qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts et pour faire prévaloir leurs droits... Ils savent par expérience que c'est toujours par l'action et la lutte que leurs conditions de travail et de vie se sont améliorées... »

L'action syndicale, c'est cela : c'est l'action des travailleurs décidée par eux, menée par eux, les responsables syndicaux n'agissant et n'ayant de poids que par la confiance que les travailleurs lui accordent...

... Tous les conflits que nous avons connus ces derniers temps sont issus de la prise de conscience collective des travailleurs à la suite d'informations, de documentations, fournies par les organisations syndicales... »

Ajoutons qu'il ne se « passe rien » chez Jeumont...

Assurances Générales de France

(Siège social Paris - 3.000 employés)

Toute la propagande gouvernementale sur les thèmes du redressement et de l'autorité, se traduit, au niveau de l'entreprise, par une double offensive : des dirigeants pour resserrer la discipline et récupérer le rapport de forces d'avant mai 68 (et au delà), des syndicats pour encadrer méthodiquement tout le mécontentement à la fois général (questions salariales) et surtout par-

ticulier (pression sur les cadences de travail par des moyens divers, éclatement des services et mutation dans le cadre de la concentration des sociétés du groupe).

Il est bien évident que tout ceci est bien concerté, bien qu'il soit impossible de le prouver : les liaisons gouvernement-syndicats, fédérations patronales-syndicats ou dirigeants d'entreprise et têtes syndicales de la boîte se font dans des commissions bureaucratiques et au cours d'entretiens particuliers et peu de choses en transpirent. On en voit seulement les conséquences.

Il est difficile de traduire en quelques mots l'atmosphère de la boîte : tout le monde rouspète, se plaint d'une manière ou d'une autre d'être bousculé, d'être contraint de faire face dans le travail à une pagaille totale, de subir les conséquences d'une réorganisation qui bouleverse tout et qui, mise en place par des bureaucrates à la science infuse, ne fait qu'accroître la confusion, de subir des pressions de plus en plus fortes dans le travail, soit directement par la surveillance des cadres, soit indirectement par le biais de la « réorganisation » (on ôte des tâches, on en rajoute et au bout de quelques temps les employés s'aperçoivent que le volume en a considérablement augmenté). L'impression en septembre était celle d'une situation latente où n'importe quel conflit pouvait éclater, au niveau des services sinon au niveau de la boîte. Les grèves de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. soulevaient des discussions et beaucoup parlaient de faire une grève avec, dans les bureaux, deux groupes, ceux pour et ceux contre.

C'est alors que courut le bruit que les syndicats « organiseraient quelque chose » (une manifestation de rue devant la fédération patronale) ; puis avec la fin des grèves des transports, et le malaise créé par la manière confuses dont elles s'étaient terminées, plus personne ne parla de rien, aussi bien les employés que les syndicats. Ceux-ci avaient fait en commun un tract dans la bonne tradition le 18 septembre, ne le diffusèrent que le 30 septembre. Comme la seule revendication qu'ils avançaient - les salaires - ne trouvait pas un écho suffisant auprès des patrons (ils demandent 7 % et les patrons ne leur accordent que 2 ou 3 %), il leur faut évidemment plus ou moins sauver la mise et leur action présente vise à encadrer d'une manière différente les travailleurs de l'entreprise.

Dans leurs réunions les délégués de tous les syndicats ont rejeté le principe de toute assemblée générale des employés en précisant que cela ne pouvait, en permettant à chacun de s'exprimer, qu'amener la confusion ; il est bien certain que toutes les assemblées d'employés, depuis mai, on échappé aux organisateurs et qu'en période de tension elles pourraient donner un résultat pas du tout voulu par les syndicats. Ils savent qu'ils ne peuvent pas empêcher des employés non syndiqués de prendre la parole et d'élargir le débat. Ils ont alors cloisonné toute l'entreprise, en reprenant le cloisonnement établi par les dirigeants ; des assemblées de service sont convoquées par les trois syndicats sur le tas, secrètement, à l'insu des autres services et là, les dirigeants syndicaux développent leur programme : d'abord signer des pétitions ; ce n'est pas original, mais en même temps ces assemblées permettent de laisser les employés d'un service développer leurs revendications particulières, dans le cadre syndical.

Manifestement, cette politique recoupe ce que l'on peut voir ailleurs dans les P.T.T. par exemple : isoler tout par secteurs limités de l'entreprise et éviter à tout prix un mouvement général ou toute « erreur tactique » qui pourrait y conduire.

Dans le cas particulier des A.G.F., cette manière de faire se moule exactement sur la réorganisation de la boîte. En faisant s'exprimer les employés, dans le cadre limité de leur service et uniquement sur leurs revendications dans le travail, les syndicats réalisent, au niveau d'un échelon de base la participation à la « gestion », dont ils détiennent les ficelles par leur participation bureaucratique au niveau de la direction de l'entreprise. Et cela dans deux directions : Si les employés leur « font confiance », ils acceptent, objectivement ou pas, d'assurer le « bon fonctionnement du service », les bureaucrates de tout poil en « tenant compte » dans l'aménagement de leurs plans de réorganisation ou d'organisation ; si les employés au contraire ne leur « font pas confiance », ils peuvent toujours aussi en tenir compte mais, comme ce ne sont que quelques uns qui « rouspètent plus fort que les autres », ils peuvent jouer alors plus directement un rôle répressif, en signalant (ou en

faisant signaler, par ce type de réunions limitées) les fortes têtes, ce qui contribue aussi, par une autre voie, par les dispositions que prend la maîtrise à leur égard à assurer un meilleur fonctionnement du service.

Au niveau de ces réunions et de toute cette « politique syndicale », l'unité syndicale est un fait ; aucun des syndicats n'émet de fausses notes, y compris les gauchistes de la C.F.D.T. Ce qui peut objectivement les dépasser, et c'est là la contradiction majeure de leur tactique, c'est, s'ils poursuivent l'organisation de ce type de réunions, la possibilité et l'habitude qu'ils donnent aux employés de tenir des assemblées de service pendant le travail, pour discuter de leurs problèmes : la récupération d'une certaine forme de démocratie de base peut ainsi se retourner contre eux. Mais ce n'en est pas là présentement, bien que de telles choses puissent aller très vite au cours d'une lutte.

Dans le monde...

ITALIE

FIAT - TURIN

(DE CAMARADES FRANÇAIS)

A Turin, nous avons pu rencontrer des camarades du groupe « Potere Operaio ». Ce groupe ne fonctionne plus en tant que tel : il est partie prenante dans un Front des différentes organisations « gauchistes ». Ce front s'appelle « La lutte continue ». Il convoque des assemblées ouvrières qui, le samedi, ont déjà rassemblé plusieurs centaines d'ouvriers.

D'après ces camarades, il y a eu une « grève sauvage de masse » qui a bloqué totalement la production. Ils estiment que cette forme de lutte a été rendue possible par la nouvelle composition de la classe ouvrière : ouvriers de chaîne interchangeables qui, en outre, sont souvent déplacés à l'intérieur de l'usine. Les travailleurs auraient organisé les grèves tournantes de façon telles qu'ils auraient limité au maximum les pertes de salaire.

La C.G.I.L. (C.G.T. italienne) a agi avec beaucoup d'habileté. Elle a proposé la création de délégués ou de comités de ligne élus par les ouvriers pour négocier les temps avec la direction ; une telle organisation lui aurait permis de mieux encadrer les travailleurs et de renforcer en même temps sa position, face au patron.

Les travailleurs n'ont pas été intéressés par ces propositions, d'après les camarades que nous avons vu, il ne faut pas exagérer la portée des luttes. Ils s'opposent à ceux qui parlent de « socialisation de la lutte » en faisant remarquer que, souvent, la production de la Mirafiori (le plus grand établissement de FIAT) n'était bloquée que par quelques centaines ou dizaines d'ouvriers. De même, si les bagarres du 3 juillet ont, d'après eux, été réelles, il est absurde d'y voir « le début d'un processus révolutionnaire vers la prise du pouvoir ».

Ils estiment cependant que de nouvelles luttes se produiront à l'automne, à l'occasion du renouvellement des conventions collectives.

(DE CAMARADES ITALIENS)

De janvier à juin 1969 : 80 millions d'heures de grève en Italie

De janvier à juin 1968 : 27 millions d'heures de grève en Italie

Statistique des autres années, sur la même

période : 25 millions d'heures de grève en Italie

Statistique donnée par la « Gazzetta del Popolo » 11-10-69

La semaine du 1er au 7 septembre a vu l'une des plus dures batailles de la lutte engagée depuis 4 mois entre le géant industriel FIAT et ses travailleurs rebelles.

Le 1er septembre une grève sauvage, à l'atelier 32 de FIAT-Mirafiori a paralysé un segment important du processus de production. En peu de temps, celle-ci a été interrompue, vu le manque de pièces, dans tout le secteur des lignes de montage. La réponse du patron a été immédiate et dure.

Au cours des deux jours qui ont suivi le début de la grève, environ 40.000 ouvriers FIAT ont été suspendus. Pendant ce temps, la grève bloquait Pirelli à Milan, et, à travers l'Italie s'étendait, dès la reprise du travail, une vague de luttes envahissant les usines et les campagnes.

L'agitation des ouvriers a commencé chez FIAT au début de mai. La lutte continue, a duré jusqu'à fin juillet, coûtant à la FIAT la perte de 55.000 automobiles ; dépassant le contrôle syndical et créant une nouvelle unité entre ouvriers et étudiants.

Du 3 au 25 août, ce furent les vacances ; pour les travailleurs, en fait, des vacances politiques. La majorité des ouvriers venant d'Italie méridionale, y retournaient, comme chaque année, pour vivre trois semaines avec leurs familles. Cette année, ils descendaient dans

leurs villages avec un journal des luttes qu'ils avaient menées 3 mois durant. Avant de quitter Turin, ouvriers et étudiants avaient photocopié 50.000 « journaux de lutte » à distribuer devant les usines du sud, dans les bars, dans les campagnes où d'autres luttes se déroulaient. Ce journal expliquait les luttes et leur signification politique.

De retour le 25 août, les travailleurs ont immédiatement repris l'offensive, afin d'empêcher le patron de récupérer la production perdue de mai à juillet. Récupérer cette production (par des heures supplémentaires, l'accélération des cadences) pouvait renforcer le patron en vue des luttes contractuelles de septembre-octobre.

Ralentissement, arrêts de travail, refus des heures supplémentaires dépassèrent tous les espoirs.

Cette phase de lutte atteignit son sommet le 1er septembre quand l'atelier 32 (1300 ouvriers) de Mirafiori (40.000 ouvriers sur 120.000 à Turin) commença sa grève sauvage ; la revendication principale des grévistes était la deuxième catégorie pour tous les ouvriers de l'atelier. Les ouvriers (mais pas les syndicats) rejettent toute division entre les différentes couches du personnel FIAT, division ne servant qu'au patron. Le système des catégories n'a pas de sens puisque tout ouvrier peut apprendre à exécuter presque tous les travaux de l'usine.

Mardi 2 septembre, la réponse de FIAT arriva. Pas même une offre d'écouter les requêtes des ouvriers, mais une brutale première suspension d'un millier de ceux-ci, aux lignes de montage. Jeudi, le nombre des ouvriers suspendus était passé à 40.000. Mercredi matin, la lutte sembla arriver à son point culminant. La plupart des ouvriers des lignes de montage de la première équipe n'avaient pas entendu parler des suspensions décidées en masse, et ils arrivaient à l'usine. Une fois à l'intérieur, apprenant la nouvelle, ils décidèrent, avec les ouvriers du groupe ouvriers-étudiants « Lotta Continua » de tenir une assemblée. Par une manifestation, 4.000 ouvriers traversèrent les lignes de montage, enjoignant ceux qui travaillaient encore à se mettre en grève. Vers la fin du tour de la première équipe, cependant, la confusion régnait aussi à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'usine, aux portes où les étudiants de « Lotta continua » attendaient la sortie des ouvriers, comme ils le font trois fois par jour depuis bientôt 4 mois. Aucun mot d'ordre précis n'arriva à s'imposer. Les ouvriers de la 2e équipe restèrent chez eux, et ceux de la première, finalement, sortirent de l'usine après ce début d'occupation.

Pendant ce temps, l'atelier 32 s'efforçait de tenir tête aux pressions combinées du patron et des syndicats (*)

Durant 5 jours, les équipes d'ouvriers du 32 sont entrés régulièrement dans l'usine, faire leurs 8 heures de « présence ». A l'intérieur s'organisait la grève, les assemblées, les... jeux de cartes, etc. Un accord avait été établi entre ouvriers des différentes équipes. Une équipe ne quittait pas l'usine tant que la suivante n'était pas venue prendre la relève.

Vendredi, cependant, la pression syndico-patronale étant devenue très forte, l'isolement politique trop fla-

(*) Des ouvriers syndiqués, d'autres départements, ont été envoyés à l'atelier 32 pour persuader les ouvriers de reprendre le travail. A la fin du premier tour, les chefs de département faisaient tourner les machines pour faire croire aux ouvriers du second que leurs camarades du premier avaient repris le travail, etc.

grant, les ouvriers durent retourner à leurs machines.

Lundi 8 septembre, toute l'usine reprit son activité « normale ». Avec la fin de la grève du 32, vendredi, les suspensions avaient été levées. Reprise donc du travail... Reflux politique ?... Il n'en reste pas moins que les tentatives de FIAT de diviser les ouvriers entre eux, à la veille des négociations pour les contrats, a échoué. Cette lutte ouvrant la saison des tractations pour le renouvellement des contrats, est la suite normale des luttes déjà enregistrées avant les vacances.

Comme tous les 4 ans, ce renouvellement touche les trois plus grandes catégories de travailleurs italiens : le bâtiment, l'industrie chimique et la sidérurgie-métallurgie. En tout, ce sont quelques 4 millions et demi de travailleurs et 1 millier d'usines concernés par les négociations de cet automne. Celles-ci, commencées lundi 8 septembre pour le secteur de la métallurgie sont déjà une conséquence directe de la grève de l'atelier 32.

Si les résultats des négociations de cet automne ne changent rien ou peu à la situation de l'ouvrier, l'occasion offerte par ce renouvellement des contrats devrait donner la possibilité d'une escalade rapide de la lutte et d'une extension de l'organisation autonome des ouvriers dans les usines. C'est un souhait, un espoir... Cela implique aussi une base politique précise, des moyens d'assumer les occasions de lutte qui nous sont offertes.

Face à la situation actuelle, il est permis d'avoir des doutes, en fait, quant au succès de la lutte.

Jeudi 11 septembre : GREVE GENERALE des métaux, déclarée par les syndicats. Grève entièrement contrôlée par eux. Les ouvriers-étudiants de « Lotta Continua » n'ont pas su utiliser le moment offert, ni trouver les formes autonomes de lutte, avoir une ligne politique claire à proposer et à suivre. Ils n'ont fait que participer aux piquets de grève des syndicats. La grève s'est déroulée dans le calme, la plupart des ouvriers étaient restés chez eux.

Groupe ouvriers-étudiants « Lotta Continua »
12 septembre 1969.

Des camarades de Paris ont tiré en brochure un ensemble de textes sur les mouvements notamment à Turin et sur les rapports ouvriers étudiants en Italie. Envoi sur demande.

Automne chaud

TURIN, JEUDI 25 SEPTEMBRE

La grève des métaux met un point final au premier tour de grèves syndicales. Celles-ci avaient commencé le 11 septembre. Les syndicats nationaux, F.I.M., F.I.O.M., U.I.L.M. (*) unis pour toutes les luttes contractuelles (décision prise lors de leur dernier congrès fin juillet) ont décidé de proclamer cette union :

— appel aux activistes des autres villes italiennes. Ils répondent en masse : 20.000 personnes, 120 autocars, 3 trains, des autos personnelles ;

(*) F.I.M. : section des métaux de la C.I.S.L. (C.F.D.T.)
F.I.O.M. section des métaux de la C.I.G.L. (C.G.T.)
U.I.L.M. : section des métaux de la U.U.L. (Union Italienne du Travail) (sociaux-démocrates).

— formation de 5 cortèges partant de différents points de la ville pour se retrouver sur l'une des plus grandes places de Turin ;

— 50.000 personnes réunies pour écouter les discours des secrétaires syndicaux et témoigner de la force syndicale. 50.000 personnes, mais une moitié seulement d'entre elles sont des ouvriers de Turin (sur 400.000 ouvriers en grève à Turin ce jour-là).

Un succès syndical, certes. Cependant, il faut remarquer qu'ils sont presque inexistantes les ouvriers de Mirafiori « point le plus avancé de la lutte »... Il faut aussi noter que Agnelli a donné le conseil aux ouvriers de « rester chez eux » et de ne pas tenter de forcer les piquets de grève. Ceux-ci sont nombreux, mais assez inactifs, ils n'ont pour ainsi dire personne à qui s'opposer. D'autre part, à Mirafiori en tous cas, ils sont composés presque exclusivement d'activistes syndicaux venus d'ailleurs.

25 septembre, journée de grève syndicale dans toute l'Italie. A Turin, à Milan particulièrement, mais aussi dans une vingtaine d'autres villes importantes, les syndicats font un déploiement de forces, particulièrement organisé et réussi.

SIGNIFICATION POLITIQUE : On peut dire, à la fin de ce premier tour de grève, que les syndicats en ont passablement récupéré le contrôle. En effet, avant les vacances, lorsque les syndicats prenaient l'initiative d'une grève, les ouvriers ne s'arrêtaient pas au nombre d'heures fixées. Ils les dépassaient et présentaient des revendications plus avancées. Actuellement, au contraire, le contrôle est dans les mains des syndicats (momentanément en tous cas) ; les ouvriers n'ont plus la force d'utiliser ces luttes pour eux-mêmes. Il faut d'autre part remarquer aussi que les syndicats ont été contraints (par les luttes autonomes des ouvriers) à présenter des revendications plus importantes (augmentations salariales, 40 heures par semaine, parité en matière de sécurité sociale avec les employés, etc...) qu'avant les vacances.

Il faut cependant voir que, si les syndicats ont lancé déjà une série de grèves, ils n'ont pas pour autant réussi à les combiner avec les tractations. Celles-ci n'ont pas encore réellement commencé, et, pendant ce temps, à l'intérieur de l'usine, les cadences sont toujours plus dures et les heures supplémentaires s'accumulent.

Atelier 56 : 8 autos en plus par jour (cet atelier est sur la chaîne des « FIAT 125 », donc une des plus grandes voitures, demandant beaucoup plus de travail que les autres). Les journées de grève, à ce rythme là sont vite récupérées par le patron alors que l'ouvrier perd intégralement son salaire durant ces journées (il y aura en moyenne 20.000 liras en moins dans l'enveloppe de ce mois, sur un salaire moyen de 90.000 liras).

Or, lorsque les tractations commenceront, les ouvriers seront sans argent, ils se seront mis en grève et ne sauront encore pas du tout à quoi elles auront servi. D'autre part, le groupe ouvriers-étudiants « Latto Continua » garde, pour le moment, une attitude peu claire : aux syndicats nous ne répondons que par un « vide » dangereux : ouvriers et étudiants désertent les assemblées et le travail aux portes de l'usine. Ce « reflux » ne marque cependant pas la fin de la lutte entreprise, différentes initiatives sont lancées, les ouvriers se retrouvent en assemblées sans les étudiants, afin de venir avec des idées et des positions claires, aux assemblées communes ; les étudiants travaillent en collectifs ou en cellules sur les problèmes de la lutte avec les ouvriers et sur celui du Mouvement Etudiant. Devant les portes de l'usine, certains camarades commencent un travail d'enquê-

te qui devra permettre d'éclaircir l'attitude et la volonté des ouvriers, ainsi que faire avancer la lutte. Grâce à toutes ces recherches, grâce au travail qui continue, il sera peut-être réellement possible d'utiliser encore ce que nous offre cet « automne chaud ».

MILAN, MARDI 23 SEPTEMBRE : REVOLTE DES OUVRIERS CONTRE LE MONOPOLE PIRELLI

12.000 ouvriers de l'entreprise Pirelli (soit tous les ouvriers de Pirelli-Milan) se sont révoltés contre la provocation patronale en se mettant en grève et en occupant toute l'usine le 23 septembre. La provocation, cause de cette révolte, vient de ce que Pirelli, dans une période de travail troublée, et d'agitation, a employé quelques unes de ses 37 succursales pour fournir à l'usine de Milan, de grandes quantités de matériel de production.

Des chargements arrivent de Grèce, d'Espagne, du Portugal et de Turquie pour combler la production perdue au cours des grèves sauvages. Lorsque ces matériaux arrivent par le train, les ouvriers réagissent violemment. Ils refusent immédiatement de décharger les wagons. Pendant ce temps, la nouvelle se répand rapidement, les ouvriers apprennent comment la direction vient, une fois de plus, de provoquer les travailleurs. Dans l'espace de quelques minutes, la production est stoppée dans la plupart des départements. On met le feu à un chargement de pneus, une partie de l'équipement est détruite, le bar « pour cols blancs » est saccagé, quelques voitures de l'entreprise sont renversées et mises en pièces. Finalement, les travailleurs se rassemblent pour discuter de la situation.

Après ce « soulèvement », le patron décide de suspendre les 12.000 ouvriers de Bicocca (l'usine de Milan). Dans ce communiqué de suspension, le patron donne les raisons de cette mesure disciplinaire : l'impossibilité d'obtenir une production continue à cause de la violence des ouvriers.

Le jour suivant, après l'annonce de la suspension, les travailleurs réagissent par l'occupation. Ils tiennent des assemblées générales et d'autres par départements pour décider des formes de lutte à adopter pour faire avancer le mouvement ouvrier de Milan. Une énorme manifestation est décidée, elle doit rassembler, dans le centre de la ville, des milliers d'ouvriers de Pirelli et d'autres usines, ainsi que des étudiants. Atmosphère lourde lors de la manifestation qui se déroule cependant sans incident grave.

Après trois jours de tension, le 26 septembre, Pirelli doit retirer les suspensions, sous la pression du gouvernement, et, en particulier du sous-secrétaire du Ministère du Travail, Mario Toros. Les ouvriers retournent à l'usine.

Actuellement, l'agitation commencée, continue avec deux heures de grève par équipe.

PUBLICATIONS ITALIENNES :

— « La Classe » N° 10 : 5-7-69 *Via Atto Vanucci 16 I.N.T. 13 Rome - Texte sur l'assemblée ouvriers-étudiants FIAT du 28-6 à Turin et différents tracts : lutte dans les collèges universitaires de Bologne - contre les ghettos de jeunes (motion du collège de Sestos-Giovanni de l'université de Milan.*

— « La Classe » N° 11 : 12-7-69 *tract du comité ouvrier-étudiant de FIAT (Florence - Modène - Milan - Turin) du comité unitaire ouvrier de la Farmitalia (Milan) sur la lutte à la Rhodiatoce de Casoria (Naples). Textes*

des interventions au congrès national des industries pétrochimiques et chimico-textiles de Florence (5 et 6-7-69) auxquelles participèrent des comités de base et groupes de lutte d'avant-garde de la Montedison Chaitlon, Farmitalia Polymer Rhodia, etc. Interventions de camarades de Porto-Marghera, Porto Teres Ferrare et Casoria (Naples).

— « La Classe » N° 12 : Suite des interventions au congrès national des industries pétrochimiques et textiles - tracts des comités ouvriers-étudiants, éditorial : « unifions les luttes et construisons l'organisation ».

— « Lotta Continua » : tract et fascicule du comité ouvriers-étudiants de la FIAT (Naples) 5 et 22-7-69 appelant à préparer les luttes de rentrée lors du renouvellement des conventions des industries mécaniques - tract du comité unitaire de base Pirelli.

— « L'Internazionale » 1-8-69 sur les luttes à Turin (vers la révolution des usines) à Pontedeva et Pise (La Piagge) à Gaete (La Getty Oil) - genèse du socialisme légaliste - vers le coup d'état.

— « Gli-Studenti-Alla-Città » : journal de contre-informations du mouvement étudiant de Milan (via Festa del Perdona - 3 - Milan) 10-6-69.

— « Operai e studenti » Padone - 25-3-69 (via Dondi Dell Orsologio - 5 - Padova) mouvement étudiant et situation de classe - la lutte par l'organisation - la classe ouvrière de l'autonomie à l'organisation.

— « Avanguardia Operaia » - Milan - décembre 68 - fascicule imprimé du groupe milanais pour lequel « la nécessité d'une analyse rigoureuse de la situation nouvelle et d'une réflexion critique sur les luttes récentes mettent à l'ordre du jour des questions telles que la définition d'une stratégie révolutionnaire qui ne serait pas la simple négation du mouvement ouvrier officiel et la construction d'une avant-garde révolutionnaire capable d'assumer un rôle d'initiative et de direction dans les divers processus en cours contre la société capitaliste » Le groupe s'est donc « décidé à se donner la structure d'un groupe politique visant ainsi à dépasser le caractère sectoriel et fragmentaire de ses précédentes initiatives ». Le fascicule présente quelques expériences de formation de « noyaux révolutionnaires » dans quelques

grandes entreprises (le comité unitaire de base de la Pirelli Bicocca de Milan - celui des dépôts de l'entreprise des transports municipaux A.T.M. de Milan - les luttes à la Sip-Stipel Milan - le comité de grève de la Siemens en 66) ainsi qu'un article sur les rapports ouvriers-étudiants à Milan.

— « L'Internazionale » (Frizzo B.P. 171-47 100 Forli) bi-hebdomadaire anarchiste - 15-4-69 : Moscou et Pékin - 1e mai Battipaglia - 15-5 : les étudiants et la signification technocratique et réactionnaire du mouvement étudiant - 1e juin : les anarchistes et la problématique du mouvement ouvrier - 15 juin : le mouvement étudiant à Gênes (chronologie et perspectives) - comités de base et conseils d'usines - 1-7 : les comités de base de l'A.T.M. de Milan - 15-7 : perspectives sur le renouvellement des conventions dans la métallurgie.

— « Attivita - Informazioni - Anarchiche » (Pavese via Donizetti n° 4 - II - 17 100 - Savona) rassemble des informations sur divers groupes anarchistes italiens et leurs activités.

— « Lotta Comunista » organe des groupes léninistes de la gauche communiste, B.P. 2431 Rome.

— « Potere Operaio Turin » propositions de discussions. Fascicule ronéoté comportant une analyse de la situation du capitalisme international, européen et italien, de l'attitude des syndicats et des partis. Critique des lignes spontanéistes et bureaucratiques sectaires chinoise - définition d'une position « léniniste critique » voulant contribuer à :

- 1) la construction d'instruments politiques de masse, organismes autonomes de lutte du type comités d'usines.
- 2) la construction du parti « détachement avancé et conscient du mouvement révolutionnaire de masse ».
- 3) une proposition de liaisons sur le plan national entre groupes minoritaires.

— « Università e Capitale » par la gauche communiste du mouvement étudiant - Naples - 24-4-69 - tentative de redéfinition politique de la lutte étudiante, redéfinition « de la plus grande importance dans une réalité historique où l'absence d'un parti de classe pose le problème de l'organisation de la gauche révolutionnaire ».

U. S. A.

Lettre de San Francisco

Ce matin s'ouvrait à San-Francisco la 4ème Conférence Internationale des Industriels. C'est peut-être la plus importante rencontre périodique du capitalisme mondial. Les nombreux tracts diffusés à cette occasion par la S.D.S. et d'autres organisations révolutionnaires ont rebaptisé la conférence « Le Festival des Voleurs ». Par son ampleur, par la quantité de puissance politique et économique rassemblée c'était pour beaucoup d'entre nous du jamais vu. Voici quelques échantillons de la liste des délégués, trop longue pour être citée en entier : David Rockefeller, président de la conférence (et frère de l'autre Rockefeller de retour d'un voyage désastreux pour lui dans les territoires de plus en plus mal contrôlés par le Pentagone en Amérique Latine), P.D.G. de la Chase Manhattan Bank ; R. Blough, P.D.G. de l'United Steel Corporation, le plus grand trust de l'acier ; Mohammed Sadli du Board of Investments d'Indonesie ; W. Sterling, doyen de la Stanford University (institution qui produit les grands commis capitalistes et qui fournit une

grande partie de la recherche scientifique du Pentagone) ; J.-L. Loudun, P.D.G. de la Royal Dutch Petroleum ; Robert Marjolin, politicien et professeur à l'université de Paris ; D.V. Stikker, ex-secrétaire général de l'O.T.A.N. ; L. O'Brien, directeur de la Banque d'Angleterre ; F. Machlup, directeur de la Section Financière Internationale de l'Université de Princeton ; J.G. Maisonrouge, P.D.G. de I.B.M. ; P.L. Tandon, directeur de la Chambre de Commerce de l'Inde ; R.T. Villanueva, P.D.G. de la Banque d'Investissement des Philippines ; Lord Cole, P.D.G. d'Unilever, directeur du trust Yawata (Japon) ; S.K. Chau, directeur de la Banque de Hong Kong ; G. Agnelli, P.D.G. de la Fiat (Turin) ; F.H. Ulrich, directeur de la Deutsche Bank ; A. Kafka, directeur du Fond Monétaire International pour le Brésil ; S. Navapan, président de la Banque Militaire Thai, etc., etc., le tout chapeauté par le gouvernement américain représenté par le ministre du Commerce et sans doute plus tard par Nixon en personne. Jamais vu, en effet, un si grand et imposant paquet d'ordures en un seul et même lieu, au même moment. Les plus puissants propriétaires d'esclaves, bref,

les vrais représentants de la classe dirigeante. Quelle concentration de capital, cette conférence !

Venus en avance, quelques uns d'entre nous ont vu l'arrivée des délégués. La plupart des manifestants étaient allés à un meeting dans un parc. Quelle rage de n'avoir rien prévu de plus qu'une éternelle protestation symbolique ! Quelle rage d'être obligés de regarder les porcs passer, protégés par leurs flics ! Celui-là c'est Agnelli. Quelqu'un lui crie : « *Agnelli ! la prossima volta i compagni della Fiat ti faranno fuori !* » (La prochaine fois les camarades de chez Fiat, à Turin, auront ta peau). Il se retourne livide, mais ne s'arrête même pas. Celui-là vient de Taiwan, Formose, Chine Nationaliste ! Celui-ci c'est Rueff, le conseiller financier de De Gaulle, qui a l'air d'un macchabée. Ils défilent tous comme dans un cauchemar orchestré par quelque metteur en scène d'Hollywood : les plus grandes vedettes du capitalisme mondial !

Des colonels grecs aux dictateurs d'Amérique Latine, du Pentagone à l'Europe « Libérale » et néo-capitaliste, de la Banque Mondiale aux professeurs d'économie capitaliste, ils étaient tous là, en costume gris, parfumés, la mine triste, trimballant bobonne ou bien leur secrétaire dans ce palace californien, écoutant et faisant des discours, tirant les plans politiques et économiques qui vont être imposés aux peuples du monde entier par en haut, par la force militaire, durant les 4 prochaines années jusqu'à la prochaine conférence. Impossible de s'empêcher de penser combien une seule bombe « tombée du ciel » sur ce palace pourrait affecter l'hégémonie capitaliste exercée par ces propriétaires du vieux monde. Leur stratégie est claire : ils affectent un « libéralisme » de bon ton et veulent faire semblant de l'opposer à l'ultra-conservatisme du capitalisme de papa. Le leur est plus « moderne », un capitalisme « de progrès » diraient les gaullistes. Rockefeller, dans son discours d'ouverture, a donc prononcé ce même « progrès » chers aux dictateurs « éclairés ». Il a dit par exemple : « Le but du développement économique, tel que je l'entends, n'est pas de servir les intérêts à court terme d'une politique étrangère, mais de créer les conditions pour qu'à long terme il y ait moins de tension et plus de coopération entre les nations ». Il s'agit du même capitalisme supra-national que veulent les partisans de « l'Europe Unie ». Rockefeller, évidemment, s'est gardé de s'interroger sur les besoins et les désirs des peuples dont les intérêts - notamment au Venezuela dont sa famille possède la quasi totalité des ressources en pétrole - sont légèrement différents des siens. La plupart des discours, qu'ils soient prononcés par tel ou tel représentant de l'élite financière, ont pour thème « l'avenir de l'humanité », « le rôle de la science et de la technique » - Marjolin allant jusqu'à déclarer que « la pauvreté devrait être éliminée » - mais par davantage de capitalisme, cela va sans dire - comme si une telle conférence avait aussi pour but de décharger ces pauvres petits milliardaires d'un peu de leur culpabilité et de quelques uns de leurs soucis. Un d'entre eux s'étonna de ce que parmi les 700 délégués, il n'y ait qu'un seul « marxiste » lequel (il venait de Tchécoslovaquie, en observateur), appelant de ses vœux, non seulement la grande réconciliation entre les nations, mais aussi entre le Capitalisme Privé et le Capitalisme d'Etat. Pour mieux perpétrer sa dictature, la bourgeoisie se modernise - disons même qu'elle se social-démocratise - car elle veut en finir avec les vieilles barrières nationales qui gênent l'expansion de son commerce et de son industrie. Les Rockefeller auraient aimé pouvoir marchander avec un économiste soviétique tel que Liberman ou quelque autre digne représentant du révisionnisme, tant il est vrai qu'ils entendaient célébrer la mort de la lutte des classes et le début de la société d'abondance. Quels rêveurs, ces néo-

capitalistes ! Déjà, il est vrai, la semaine dernière, la « co-existence pacifique » prenait un tour nouveau : un navire soviétique livrait au port de San Francisco une cargaison de TITANE destinée à l'industrie nucléaire. En participant ainsi à l'effort de guerre américain, alors même que Kossiguine rendait une visite surprise à Peking, le gouvernement Russe manifeste un certain nombre de contradictions que Rockefeller and Co. vont exploiter à fond.

Pendant ce temps, une manifestation a lieu devant le Fairmont Hôtel, la porcherie de grand luxe où les porcs de la haute finance se réunissent. Arrivent à peu près mille étudiants chevelus, explosant de colère, drapeaux rouges et noirs, banderoles, cris, comme à Paris, Berlin, Mexico ou Tokyo. Les tueurs de la Tactical Squad (C.R.S. américains) sont en place, casques, musettes pleines de grenades, mousquetons et matraques longues d'un mètre. Ils provoquent la foule, ils en veulent. Matraquages et arrestations (une vingtaine) . Ils réussissent à repousser les manifestants et à les contenir. Il faut dire que ceux-ci sont plutôt tristes eux aussi et singulièrement dépourvus d'initiatives - ils restent sur les trottoirs et respectent les feux rouges. Les flics n'ont même pas à utiliser les gaz comme d'habitude, ni leurs fusils, comme à Berkeley, l'an dernier, lors des batailles de rue à propos de People's Park, où ils ont tiré à plusieurs reprises et tué James Rector. La foule se disperse. Certains partent en manif derrière les drapeaux rouges et noirs, les autres rentrent chez eux, déprimés. Les grandes puissances capitalistes n'ont même pas été égratignées, à peine dérangées quelques instants.

La manifestation contre *Le Festival des Voleurs* s'inscrit dans une série qui a commencé il y a plus de quinze jours et qui va se poursuivre, en principe, jusqu'à l'arrivée de Nixon. Ça a commencé lors de l'arrivée d'un bateau de guerre japonais et de l'ouverture de la Japan Week (une semaine de folklore japonais) destinée à commémorer le pacte militaire américo-japonais, à intensifier le commerce entre ces deux puissances supercapitalistes. Puis il y a eu le boycott massif du Wild West Festival, une grande entreprise de promotion commerciale visant à exploiter le marché de la jeunesse, immense ici, comme on s'en doute. Organisé par des marchands, ce Festival de Rock allait profiter aux seules maisons de disques, c'est pourquoi il a été boycotté par une coalition de forces révolutionnaires allant des *Black Panthers* aux *Street People* (littéralement les « gens de la rue », les hippies, politisés par la répression qui s'abat sur eux depuis leur contre-congrès de Chicago, en août 1968), de la S.D.S. (étudiants gauchistes) aux militants de *Los Siete de la Raza* (Mexicains), de diverses communautés vivant en dehors de tout système de production et d'exploitation à des troupes de théâtre politique et d'agit-prop. telles que la *San Francisco Mime Troupe*. Cette coalition a donc empêché le Festival de Rock de se tenir normalement, un peu comme les enragés, il y a un an, ont « dérangé » le Festival d'Avignon, qu'ils dénonçaient en tant que supermarché culturel soumis aux seuls intérêts de la classe dirigeante. Les militants des diverses tendances du mouvement révolutionnaire aux U.S.A., sont conscients du rôle que joue la culture dans la lutte des classes, surtout les noirs et les street people pour qui la culture universitaire comme la culture dite de masse distillée par la télévision ultra commerciale (sur plus de 13 chaînes simultanément) ne sont que poison comme tout produit de consommation. Personne ne nie, ici, même pas les « libéraux » et autres intellectuels intégrés qui jouissent des bienfaits du capitalisme, que la culture industrielle est par excellence la courroie de transmission de l'idéologie dominante dont la seule véritable expression philosophique a été qualifiée par Malcom X de DOLLARISME. Telle est, en

effet l'unique perspective culturelle ouverte par Rockefeller et ses amis de la Conférence Internationale des Industriels qui contrôlent directement presque toutes les universités, presque toutes les institutions culturelles (musées, salles de concert, théâtres, etc...) et tous les moyens de recherche, de production ou de distribution de la culture et qui, évidemment, font tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'à aucun moment ce contrôle ne leur échappe. Inutile d'ajouter que sur le front de lutte contre l'université de classe, tant à Berkeley qu'au State College, pour ne parler que de la région de San Francisco, de nouveaux conflits sont dans l'air. Il est frappant de voir l'ampleur que prend la *presse dite underground* (littéralement : sous terre, mais en fait, vendue librement à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires). Dans la seule région de S.F., il y a plus de cinq journaux, sans parler de la presse militante affiliée aux organisations politiques qui se consacrent à la contre-information et à la culture parallèle. Certains de ces journaux se politisent de plus en plus, quoique d'une façon encore régionaliste, et d'autres, au contraire, se commercialisent. Il y a aussi *NEWSREEL*, un groupement de cinéastes qui distribue et réalise d'excellents documentaires politiques. Le combat engagé par ces divers contre-poisons est hélas terriblement inégal et comme perdu d'avance - le poison des mass-media est d'une puissance tellement écrasante. Même si une grande partie de la jeunesse, estimée à plusieurs millions d'individus, s'oppose indiscutablement aux valeurs que veut imposer le Pentagone, il est possible d'en conclure que cette jeunesse, comme certains le prétendent, constitue une force révolutionnaire consciente. La métaphysique du L.S.D. et la religiosité pacifiste tiennent encore lieu, pour beaucoup, de pensée politique. Quand à la prétendue « révolution sexuelle », elle succombe, elle aussi au commercialisme permanent.

Toutefois, il se prépare à Berkeley une vaste grève des loyers qui permettra de coordonner les efforts des étudiants et des militants noirs, ainsi que les autres minorités agissantes pour résister au processus de « nettoyage » entamé par le gouverneur de Californie, Reagan, un ex-acteur de westerns, ultra nationaliste et conservateur. Il est beaucoup question aussi du procès intenté par le Maire de San Francisco, Alioto, à un magazine LOOK, qui l'accuse d'appartenir à la Mafia. Il est un fait que depuis les beaux jours de Chicago et d'Eliott Ness, les méthodes de gangster des politiciens n'ont pas beaucoup varié. L'assassinat politique n'est pas rare ici.

Pour terminer ce survol rapide de la situation en Californie, il faut mentionner l'épouvantable campagne de répression dont sont victimes les *Black Panthers*,

probablement l'organisation la plus militante des U.S.A. Ce parti léniniste strictement discipliné, est attaqué d'une part par la police avec la plus grande sauvagerie, et d'autre part par d'autres organisations noires de type réformiste qui tendent vers un nationalisme culturel adapté aux exigences d'un prétendu capitalisme noir qui est la seule réponse que Nixon peut apporter au mouvement de libération anti-raciste. La situation des *Black Panthers* est extrêmement précaire, ce parti qui se dit marxiste-léniniste est en même temps fortement influencé par la tendance la plus stalinienne du parti communiste américain, surtout depuis que Huey Newton, Bobby Seale, Charles Bursey, ont été emprisonnés sous de faux prétextes et que Eldridge Cleaver a été contraint de s'exiler. Toujours est-il que le parti des *Black Panthers*, qui méritait une analyse plus approfondie de sa stratégie (nous nous proposons de la tenter par ailleurs) du fait du caractère désorganisé et inefficace du mouvement révolutionnaire américain en général, a tendance à se constituer en avant-garde non dépourvue de dogmatisme et d'autoritarisme. Le caractère sanglant et nettement fasciste de la répression qui s'abat sur les *Black Panthers* et qui a jusqu'ici épargné les organisations blanches moins préparées à la lutte armée, laisse préjuger des réactions qui ne manqueront pas de se produire en cas de conflit social grave. S'implanter davantage dans les ghettos noirs, portoricains et mexicains ainsi que dans la population ouvrière, telle est l'urgence absolue des diverses tendances révolutionnaires qui, comme en Europe, ont trop tendance à se limiter au domaine universitaire. C'est un lieu commun que de se lamenter sur l'embourgeoisement et la déprolétarianisation de la classe ouvrière américaine, cependant que de sérieux efforts sont entrepris à la base, à la fois contre les syndicats (qui sont comme chacun sait encore plus pourris qu'en France) et contre le patronat, notamment à Delano où les travailleurs agricoles mexicains luttent depuis quatre ans et à Détroit qui est le centre de l'industrie automobile. Les travailleurs réapprennent la grève sauvage et d'autres armes de classe qu'un prétendu miracle économique permanent - sérieusement menacé par l'inflation - n'a pas effacé de leur mémoire. Toutefois, l'extrême droite s'organise tandis que fusils et munitions sont encore en vente libre et que le Pentagone, la C.I.A. et de nombreuses organisations racistes, para-militaires et religieuses gagnent en puissance.

Le premier ministre canadien, le nommé Trudeau, déclarait récemment qu'à son avis les conflits s'aggravaient au point que les Etats-Unis connaîtraient la guerre civile avant cinq ans. Sans aller jusqu'à partager un tel optimisme, il est évident, aux yeux de quiconque se donne la peine de l'examiner, que le fameux bien-être américain s'apprête à exploser.

IRLANDE

Ce qui suit est le compte rendu d'un récit fait lors d'une récente réunion d'I.C.O., par un camarade britannique.

Selon ce camarade, la situation en Irlande présente de nombreux caractères positifs, liés essentiellement à une prise de conscience certaine dans les milieux « catholiques ». A cet égard le mouvement le plus intéressant est *People's Democracy* qui regroupe anarchistes, quasi-trotskyistes et libéraux. Ce groupe s'oppose tout autant à l'Irlande du Nord qu'à l'Irlande « libre » du Sud, l'Eire. Les camarades de ce mouvement sont pourtant dans une situation dangereuse ; ils ne possèdent pas d'armes pour assurer leur protection personnelle et se

savent menacés d'arrestation dès que les barricades seront tombées et de bien pire encore puisque les *forces spéciales* (auxiliaires de la police composées de volontaires protestants) leur ont adressé des menaces de mort. Ces *forces spéciales* sont connues pour ne pas faire de cadeau : elles sont à l'origine des attaques contre les quartiers catholiques et ont déjà incendié un certain nombre de maisons (en particulier celles des catholiques se trouvant dans les quartiers protestants).

A l'intérieur du quartier barricadé, le mouvement doit également lutter contre les nationalistes « verts » du *Sinn Fein* (parti nationaliste irlandais exigeant l'unification de l'Irlande) et de l'*Irish Republican Army*, l'I.

R.A. (armée républicaine irlandaise), sorte d'armée clandestine de type terroriste, assez semblable à l'Irgoun palestinienne, qui joua un rôle non négligeable dans la lutte qui se termina par l'indépendance de l'Irlande du Sud en 1921, et continue de lutter pour l'unification du pays. L'I.R.A. elle-même, est séparée en deux parties, l'I.R.A. du Nord et l'I.R.A. du Sud. La première a connu une scission par suite des manœuvres des staliniens qui contrôlent en fait le *Sinn Fein* au Sud. (les staliniens ont, par exemple, imposé deux « surveillants » au comité de rédaction du journal *United Irish*, et contrôleraient l'argent de l'organisation, et en particulier les fonds très importants qui proviennent des dons des nombreux Irlandais émigrés aux Etats-Unis) Les staliniens ne seraient pas étrangers à la cruelle absence d'armes entre 1967 et 1969. Quoi qu'il en soit, lors de l'invasion de la zone catholique on ne put trouver parmi les civils que huit fusils, trois pistolets et une mitraillette, que l'I.R.A. du sud, poussée par les staliniens voulut saisir sous le prétexte que les civils sont par trop indisciplinés. C'est à la suite de cette tentative que la scission se déclara dans l'I.R.A. du Nord.

La bataille menée par le mouvement de *People's Democracy* contre les staliniens et les nationalistes, se déroule surtout au niveau de la propagande. Il existe en effet quatre émetteurs de radio plus ou moins clandestins dans la zone catholique. L'I.R.A. est assez forte pour avoir deux de ses hommes en permanence près du meilleur de ces postes émetteurs, mais le mouvement de *People's Democracy* a son émetteur propre et parle d'en installer un en Irlande du Sud. Cette activité coûte évidemment beaucoup d'argent et exige environ 100 livres sterling par semaine d'aide extérieure. Cette aide devra être encore accrue après la destruction des barricades, surtout si on met en pratique les conclusions d'une commission d'enquête officielle qui recommande l'arrestation de six membres du mouvement.

Répondant à une question sur les chances de succès des irlandais, le camarade britannique précisa que les camarades qui sont sur place ne pensent pas que la lutte soit sans espoir. En plusieurs endroits, en effet, le mouvement syndical traditionnel s'est trouvé brisé. A Derry (Londonderry) et dans une autre localité se sont constitués des conseils d'usine et un mouvement de conseils d'usine. C'est là, semble-t-il, un résultat de la propagande anarchiste dans les usines, mais il reste limité au plan « politique » aucune autogestion véritable n'ayant été tentée (on signale cependant qu'une usine de composants électroniques serait sur le point de tenter cette expérience).

D'une manière générale la propagande de style libertaire est bien reçue dans les masses catholiques. Elle est la seule acceptable parce que personne ne se sent attiré par l'état de l'Irlande du Sud, où les conditions de vie sont plus mauvaises que dans l'Ulster (lois par trop favorables aux curés, absence de sécurité sociale, allocation de chômage de 15 dollars par semaine, etc.). L'ensemble de la classe ouvrière rejette le système « unioniste » par trop corrompu, mais la majorité des ouvriers désire néanmoins l'unification de l'Irlande mais avec un régime différent de celui du Sud. C'est sur ce sentiment que s'appuient, avec plus ou moins de bonheur, les staliniens et les nationalistes qui tentent de ramener le mouvement dans le canal du nationalisme.

Une autre situation ambiguë se retrouve dans la situation religieuse. Avant le mois de juillet dernier la population catholique connaissait un immense désespoir. Son niveau de vie était d'environ 50 % inférieur à celui des anglais ; des pogrommes de catholiques se

succédaient régulièrement tous les vingt ans ; une absence totale de liberté caractérisait la situation. Depuis cinquante ans le même parti protestant détenait le pouvoir, maintenant la même loi électorale inique, déniait toute représentation un peu sérieuse aux catholiques. C'est pourquoi la question religieuse est difficilement séparable de la question politique, du mouvement pour les *Civil Rights* (mouvement pour les droits civiques). Mais, cependant, à la suite des troubles récents, ce mouvement s'est beaucoup discrédité, même si l'exigence du suffrage universel continue de rencontrer beaucoup d'écho. Une nouvelle campagne de propagande menée par *People's Democracy* et les socialistes a changé quelque peu le caractère de la lutte pour les droits civiques. Au slogan « à chaque homme un vote », ils ont opposé un programme à caractère plus social : « à chaque homme un travail, à chaque famille une maison » (il est bon de rappeler ici qu'à Derry par exemple un homme sur quatre est chômeur). Ce mot d'ordre est devenu suffisamment populaire pour que les nationalistes s'en soient alarmés et que le mouvement des *Civil Rights* ait dû évoluer sur sa gauche depuis mars dernier. Il en résulte une certaine ambiguïté dans les positions réciproques de *People's Democracy* et du *Civil Rights Movement*. Le premier, par exemple, a cessé de réclamer le désarmement de la police officielle (il est vrai différent des *forces spéciales*) pour ne pas rompre son unité d'action avec le second.

Pour en revenir à la question religieuse, on peut constater un certain nombre de signes encourageants. Des prêtres ont été chassés des barricades par des femmes catholiques, pour avoir attaqué le mouvement *People's Democracy*. On leur demande de plus en plus souvent des comptes. De l'autre côté, la classe ouvrière protestante ne soutient pas du tout le mouvement des *forces spéciales* et des extrémistes protestants en général. Les catholiques peuvent continuer à travailler sans trop de dommages et ceci est important si on se rappelle que les quartiers catholiques sont les plus pauvres et que les usines sont en dehors de ces quartiers. Dans l'est de Belfast, il n'y a eu aucun trouble et ceci est dû à l'action des shop-stewards (délégués d'atelier élus sur le tas). On a même vu des protestants venir combattre sur les barricades avec leurs camarades ouvriers catholiques (50 à Derry et 100 à Belfast) et le mouvement *People's Democracy* estime que c'est en partie le résultat de sa propagande.

Mais si une évolution se fait par laquelle la population tend à mettre en question la religion, la politique, la séparation du Nord et du Sud comme cause de tous les maux, il n'en reste pas moins qu'une nouvelle explosion, suivant une nouvelle attaque des extrémistes protestants, éveillerait les désirs d'unification, ou au moins de scission de l'Irlande du Nord, deux côtés à dominante catholique (où d'ailleurs se pratique la discrimination contre les protestants) rejoignant l'Eire.

Autre situation ambiguë, celle de la population catholique vis-à-vis des troupes anglaises et de la destruction des barricades. A long terme, il est certain que l'on ne peut pas rester dans cette enclave ; il faudra bien revenir à une vie « normale ». Mais il faut quand même se protéger contre les retours offensifs des *forces spéciales* et dans certains quartiers on érige chaque soir des palissades hautes de trois mètres et plus pour en interdire l'entrée. C'est pourquoi, avant de détruire ses barricades, la population exige des garanties réelles. Elle accueille favorablement les troupes anglaises qui la séparent du danger réel des forces spéciales (armées de 20.000 fusils volés dans les entrepôts de l'état) sans se faire d'illusion sur son rôle véritable. Personne n'estime que ces troupes pourront partir avant six mois.

La vie à l'intérieur des barricades a dû s'organiser dans des conditions « anormales », et il est peu surprenant qu'elle présente des caractéristiques intéressantes dans le domaine de l'organisation. Comme il a été dit plus haut, les quartiers catholiques sont les plus pauvres, Les boulangeries ayant été incendiées, il a fallu mettre sur pied des services de ravitaillement qui ont conduit à la distribution gratuite du pain. (les transports de nourriture venus de l'extérieur « empruntent » les camionnettes des P.T.T.). A Belfast, où la nourriture doit être achetée à l'extérieur, on peut cependant également compter sur la nourriture fournie par la municipalité de la ville aux réfugiés catholiques dans la zone barricadée, venus ici à la suite de l'incendie de leurs maisons (400 maisons ont été détruites, 18 personnes ont été tuées, 168 blessés ont dû être hospitalisés). A Derry, il existe toujours une communication entre la ville et l'Irlande du Sud, ce qui simplifie beaucoup la situation de ce point de vue. Du point de vue sanitaire se posent également de nombreux problèmes parce que les hôpitaux se trouvent dans la zone protestante ; il a fallu installer des antennes chirurgicales. Bref, toute une vie immédiate a dû, par nécessité, se développer, prenant essentiellement la forme d'une réaction de défense contre l'ennemi sans déboucher vraiment sur quelque chose d'autre mais avec des formes de démocratie directe indéniables.

Des Comités de Rue se sont ainsi créés pour organiser la défense et la participation démocratique dans la zone barricadée. (On fabrique par exemple 5.000 cocktails molotov par jour avec de l'essence qui a été saisie chez les pompistes dès le premier jour de l'émeute) A côté de ces comités de rues existe un *Comité Central de défense* formé dès le début par des éléments nationalistes. Resté tel quel à Derry, il s'est vu noyauté à Belfast par des éléments plus à gauche. A Derry existe en fait un double pouvoir entre le Comité central et les comités de rue.

Chaque soir se tiennent des réunions dans la rue organisées par les comités de rue. Des décisions y sont prises surtout en ce qui concerne l'organisation quotidienne de la défense, les relations avec les troupes britanniques, etc. Tout le monde peut participer à ces meetings et les membres de *People's Democracy* ne s'en privent pas et peuvent ainsi répondre aux critiques, écouter les suggestions, etc. C'est pendant de tels meetings que des prêtres se sont vus réclamer des comptes.

La légalité bourgeoise a été battue en brèche par l'existence de ces comités de rue. Ceux-ci règlent un certain nombre de choses, comme par exemple le sort des voleurs et des pillards (qui sont exclus de la zone). A Belfast, les comités de rue ont même pris le contrôle de l'argent envoyé de l'extérieur, alors qu'à Derry, c'est le comité central qui en assure toujours la gestion.

Ainsi une prise de conscience certaine a commencé en Irlande du Nord, mais on peut dire que c'est le début

d'un processus qui durera encore de nombreuses années. Notons que 200.000 personnes se trouvent dans la zone barricadée.

Quelle est l'influence de cette situation sur les Irlandais du Sud ? Ceux-ci ne voyaient jusqu'à présent les événements que sous l'angle nationaliste. Mais ils sont maintenant déconcertés par le mouvement et commentent à se poser des questions. Ils sont impressionnés par le système d'organisation mis en place au Nord. Ceci coïncide avec un début de transformation du pays qui jusqu'alors n'était qu'un grenier agricole exportant vers l'Angleterre et bénéficiant d'une misère millénaire du type égyptien. Pour la première fois l'émigration y est en régression, alors qu'en Irlande du Nord, (qui joue plus ou moins le rôle d'un grenier industriel de l'Angleterre) celle-ci augmente avec le chômage consécutif à la fermeture d'un certain nombre d'usines et d'industries lourdes considérées comme non rentables à la suite des concentrations effectuées en Angleterre même. Avec le développement industriel qui commence, se dessine dans le Sud une situation nouvelle qui pourrait évoluer vers des mouvements divers (voir par exemple la grande grève sauvage de l'Electricité de mars 1968).

Si la classe ouvrière irlandaise du Sud fait preuve de quelque intérêt vis à vis des événements, la classe ouvrière anglaise est comme à l'ordinaire peu émue. Tout au plus contribue-t-elle financièrement à la campagne pour les droits civiques.

Pour terminer le camarade britannique a donné quelques précisions sur l'organisation du mouvement *People's Democracy*. Ce mouvement a démarré lors d'une manifestation où 600 personnes, refusant de se disperser, se sont assises dans la rue pendant six heures sans bouger. De ce noyau est issu le mouvement proprement dit qui n'a pas d'organisation permanente mais forme, chaque fois que le besoin s'en fait sentir, des comités qui sont dissous dès qu'ils ont rempli leur tâche. Le seul comité permanent est le comité des finances dont la seule activité est de recevoir l'argent mais pas d'en disposer. Cette disposition comme toutes les décisions, est laissée à la volonté des Assemblées Générales du mouvement qui peuvent se tenir par sections dans la rue. Il faut dire qu'il a été nécessaire de créer un organisme de liaison de 10 délégués de section, révocables à tout instant par des assemblées générales des sections.

Dans ces assemblées qui peuvent grouper beaucoup de personnes, les règles suivantes sont adoptées. Le président est élu sur le tas à chaque réunion. Lorsqu'un orateur parle il ne peut être interrompu que s'il le permet lui-même. Les décisions des assemblées générales sont prises par vote auquel participent tous les présents.

Contre la répression, pour la propagande, pour aider les camarades blessés et emprisonnés (dont deux français et un allemand) il faut beaucoup d'argent.

Versements avec la mention IRLANDE à : LABOUS - C.C.P. 283 3001 « centre de la source ».

ALLEMAGNE

« Rencontres ouvrières » en Allemagne de l'Ouest

Jusqu'à ces derniers temps, les travailleurs, en général des apprentis et des jeunes ouvriers, participant à l'A.P.O. (opposition extra-parlementaire, qui se confond à peu près avec le mouvement des étudiants anti-autoritaires, le S.D.S.), se trouvaient réduits, dans les assemblées générales et les activités pratiques, à un « com-

portement de consommateurs », autrement dit, à un « état de dépendance » vis-à-vis de l'écrasante majorité étudiante. Une tentative en vue de mettre fin à cette situation est en cours à Berlin-Ouest. Après quelques séances préparatoires, une première « conférence ouvrière » a eu lieu dans cette ville, les 12 et 13 juillet derniers. Les comptes rendus de ces rencontres paraissent dans la publication hebdomadaire du S.D.S. berlinois, la R.P.K. (*Rote Presse Korrespondenz*, Eislebner Str. 14,

1 Berlin-Ouest 30). Voici un bref résumé de ce qui est déjà paru.

Selon les initiateurs de la première conférence, les rencontres devaient tendre à la mise en place d'une « auto-organisation » ouvrière, au sein de laquelle les travailleurs seraient appelés à « discuter eux-mêmes, articuler eux-mêmes leur point de vue », non pas n'importe lequel, mais un « point de vue communiste », et cesser ainsi de reprendre à leur compte « le comportement et le langage étudiants ».

Deux exposés furent faits le 12 au matin. L'un « sur la question syndicale », reprend explicitement les positions de l'A.A.U. (voir la brochure d'I.C.O., n°42, août-septembre 1965) ; la participation aux syndicats dans le but de les transformer est donc rejetée et l'on se prononce pour la « construction d'organisations révolutionnaires d'usines et la destruction de l'appareil syndical ». L'autre exposé, axé sur « le comité d'entreprise », le décrit comme « essentiellement un instrument de régulation des tensions sociales au sein de l'entreprise », un « pouvoir opposé aux travailleurs », à peu près incapable d'imposer des revendications, si modestes soient-elles, et, en premier lieu, un obstacle « empêchant les ouvriers de se rendre compte de leur situation véritable, de poursuivre eux-mêmes la lutte de classe ». (Ces exposés sont l'œuvre de groupes dont le nom est évocateur d'un certain « maoïsme » : Dong dong ; Fang hong...).

L'après-midi, il fut discuté de la création d'un journal d'entreprise et d'un centre de formation permettant aux travailleurs « d'acquérir des connaissances théoriques (histoire du mouvement ouvrier, Marx, Lénine, Mao, etc) ». Sur quoi vint se greffer la discussion suivante : tandis que certains groupes d'entreprise ne voulaient entendre parler que des groupes réunissant uniquement des ouvriers d'une même usine, rejetaient l'idée d'une propagande et d'une agitation venant « du dehors » et tenaient le lancement d'un journal pour prématuré, d'autres insistaient sur le facteur idéologique, la nécessité de développer « une conscience politique au sens communiste ».

La séance du lendemain dimanche, à laquelle participaient « les délégués d'une dizaine de groupes d'entreprise », fut consacrée à des questions pratiques : centre de formation théorique et commission de contact chargée de préparer de nouvelles rencontres rassemblant « surtout des camarades qui se trouvent dans le processus de la production » (R.P.K., I, 5-8-69, n° 25-26, pp. 8-11, 15-16).

Toutefois, ce n'est là qu'une version. Et le numéro suivant de la R.P.K. (29-8-69) contient un compte rendu absolument différent de la même rencontre. Cette fois-ci, il semble que ce soient les membres des groupes d'entreprise eux-mêmes qui ont décidé de se réunir, parce que mécontents des formes actuelles d'organisation, de représentation et d'organisation au sein du mouvement en général. Une cinquantaine de membres des groupes d'entreprise et autres se sont retrouvés pour se communiquer leurs expériences, clarifier leur situation à chacun et mettre au point des modalités de coopération, la rencontre étant conçue comme un « forum ouvrier ». Après des « exposés abstraits » concernant des questions d'organisation, l'un des membres du comité ayant préparé la rencontre présenta un « modèle d'organisation globale » des divers groupes, coiffé éventuellement par

un comité central. Cette proposition fut rejetée ; l'assemblée l'estimait en effet « sans rapport avec la réalité », le modèle ne pouvant prendre corps qu'à l'issue d'une discussion poussée.

Après quoi, les groupes d'usine s'étendirent sur la manière dont ils agissaient sur leurs lieux de travail, certains se révélant alors non hostiles aux activités syndicales, d'où de vives polémiques et un débat suffisamment confus pour qu'il soit finalement décidé que chacun coucherait par écrit ses conceptions. Cette discussion fut reprise le lendemain. Sans autre résultat concret que la fixation d'une nouvelle rencontre à six semaines de là.

L'étonnant, dans ce dernier contact, c'est moins son aspect chaotique que l'espèce de zone de silence où les arguments des uns viennent se perdre sans parvenir du tout à l'oreille des autres, et réciproquement. Les premiers proposent une certaine représentation théorique qui doit servir à la construction d'une organisation « exclusivement communiste » et réunissant « les éléments révolutionnaires de toutes les classes », mais, cette idée, les seconds refusent de l'adopter sur le champ et veulent s'en tenir à l'action sur leurs entreprises respectives, tout en admettant la nécessité de concevoir une « stratégie commune » et des rapports nouveaux avec le mouvement anti-autoritaire en général, seul point à faire l'unanimité des participants.

Un rapport, joint au compte rendu n° 2, s'efforce d'ailleurs de clarifier « la situation de l'ouvrier dans le mouvement socialiste ». Selon ce rapport, les jeunes ouvriers ont commencé à s'apercevoir, grâce à la contestation étudiante, « qu'ils pouvaient prendre en main eux-mêmes la satisfaction de leurs intérêts et de leurs besoins ». Mais jusqu'à présent ils ne cherchaient pas à manifester leur mécontentement sur les lieux de travail et se joignaient aux étudiants pour des « actions de caractère général » (contre la guerre du Vietnam, la presse Springer ou l'augmentation des transports urbains). Ces luttes ont donné aux étudiants une conscience de classe, leur ont permis d'élaborer une théorie propre ; tel n'est « pas encore » le cas du travailleur. En fait, à l'usine, les « ouvriers conscients » parlent « le langage étudiant, théorique-abstrait » et se transforment en « demi-étudiants », tenus à l'écart de leur milieu de travail. En outre, la lutte des étudiants s'accommode fort bien d'un degré minimal d'organisation, de petits groupes autonomes, parce qu'ils disposent de temps, pour les tâches pratiques, et d'un lieu propice aux réunions, l'Université. Mais les travailleurs ont besoin d'un modèle d'organisation différent, conforme à leur condition propre, et aussi de s'éduquer eux-mêmes tout en contribuant à la formation théorique de leurs camarades étudiants (R.P.K., 27-28, pp. 9-12).

La deuxième rencontre, les 6 et 7 septembre, a eu un tout autre caractère. En effet, l'apparition soudaine de grèves sauvages en Rhénanie et à Brême posait le problème du développement de l'agitation à Berlin même. La question du journal, seulement envisagée jusqu'alors a été résolue : le premier numéro du mensuel « la Presse ouvrière », tiré sur 4 pages à 20.000 exemplaires, a été diffusé dans les plus importantes usines du secteur. Des tracts ont été distribués. D'autres méthodes d'intervention ont été discutées (R.P.K. 31, 19-9-69, p. 1).

Dans le prochain numéro d'I.C.O. vous trouverez un récit des grèves en Allemagne.

Des camarades et des groupes

SUR LA RENCONTRE NATIONALE

— d'un camarade de Paris sur le compte rendu de la rencontre nationale (n° spécial 84 - Août 69) :

« Bien que je n'ai pas encore eu le temps de relire attentivement ce numéro, je vous avoue que je suis un peu déçu. Si je peux, j'essaierai de vous mettre par écrit les idées que me suggère le débat confus qu'apparemment vous avez eu ».

— d'un camarade de Saint-Quentin :

« J'ai lu et je relis encore le compte rendu de la rencontre nationale. Je trouve un peu facile, pour ma part, de critiquer cette réunion, d'abord parce que je n'y étais pas, et ensuite parce qu'une critique un peu dure donne l'air de prendre les problèmes avec une longue vue de loin. En fait, ce n'est pas le cas : je suis un travailleur et les questions que j'ai à résoudre dans ma lutte quotidienne se traitent dans un tout autre langage que celui employé à cette réunion. Le vocabulaire employé par les « révolutionnaires » ferait largement sourire mes camarades de travail. Surtout si on leur disait qu'il est question d'eux, ils ne le devineraient sûrement pas. Le texte envoyé par « un ouvrier de Paris » est très caractéristique de cette façon de s'exprimer (on se réduit mutuellement à néant à coup de grandes phrases fondamentales). Je cite par exemple : « la théorie ne saurait donc être que la pratique de l'insatisfaction historique ». Pourquoi ne pas dire simplement que la théo-

SUR I.C.O.

(La critique sur le fond, comme sur la forme est permanente et ouverte à tous)

— d'un camarade de Bordeaux :

« Je vois que vous avez pris le risque de vous lancer plus avant dans la publication d'I.C.O. Il est difficile de vous blâmer car le désir est trop grand de voir un périodique révolutionnaire prendre de l'essor ; et ennuyeux de contrarier des camarades qui s'évertuent à bien faire, raison pour laquelle je vous demande de voir en ces lignes plus un avis qu'un désaccord. Faire d'I.C.O. un imprimé c'est une grosse charge. Vouloir vendre c'est bien, mais encore faut-il que la brochure plaise. Tel qu'il était I.C.O. avait atteint son plein essor compte tenu de la situation présente et du contexte dans lequel baigne le milieu ouvrier. A présent I.C.O. se trouve dans l'obligation d'aller de l'avant. Je crois qu'il aurait été préférable que cette progression se fasse dans le sens inverse, c'est-à-dire que ce soit la demande qui oblige à augmenter le tirage ; c'est pourquoi j'ai pensé que la première chose à faire était de voir pourquoi I.C.O. ne trouve pas une place plus importante parmi les ouvriers. »

Le n° 12 de l'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE (section française de l'Internationale Situationniste) doit être lu par tous les camarades d'I.C.O. car ils y trouveront :

.. une critique définitive du fonctionnement d'I.C.O. faite d'après des camarades ayant, les uns participé au travail d'I.C.O. (voir texte « des camarades discutent - I.C.O. - 60 - mai 67), les autres (le groupe des Enragés) à quelques réunions,

.. une critique tout autant définitive des analyses exposées dans I.C.O. et dans la brochure « La grève généralisée en France, mai-juin 1968 ».

rie, coupée de la pratique, n'est que du pipi de chat... Evidemment, peut-être cet ouvrier a-t-il voulu battre les révolutionnaires « étudiants ou intellectuels », sur leur propre terrain. A mon avis la faiblesse de ces débats théoriques ressort de la propre faiblesse du mouvement ouvrier en France, liée à une période de refus, d'attente, de recherche. Plus directement encore, je pense qu'il est essentiel de se poser la question : « Y a-t-il ou non un processus révolutionnaire en France ? » et d'essayer d'y répondre. Je gage que lorsqu'il y aura une majorité de travailleurs à notre réunion, ce processus sera probablement engagé. »

d'un camarade de Chambéry :

« J'ai reçu le numéro d'I.C.O. d'août sur la rencontre nationale. J'en ai lu quelques textes très intéressants, celui d'un camarade ouvrier (le dernier de la brochure) celui sur « le parti selon Marx et selon Lénine. »

Sur la rencontre nationale, nous avons reçu trois textes assez longs :

- d'un camarade de Paris,
- d'un groupe de camarades du Morbihan (contribution à la théorie des conseils),
- d'un camarade de Bordeaux.

Ces textes feront l'objet d'un tirage séparé « suite à la rencontre nationale 69 » dont la diffusion sera annoncée ultérieurement.

Ces points particuliers touchant I.C.O. ne sont d'ailleurs là que pour illustrer les thèses situationnistes touchant :

.. d'une part les événements de mai 68 considérés comme « la première grève générale sauvage de l'histoire » et la « vérification de toute la théorie révolutionnaire de notre temps »,

.. d'autre part sur « les conceptions des révolutionnaires conseillistes » et les « organisations conseillistes » dont la « tâche sera de préparer le pouvoir des conseils ».

Ces développements sur mai et sur les conseils sont inséparables des critiques : tout est englobé dans un système très cohérent. Cet ensemble de textes, forcent à la réflexion au niveau le plus général ; leur rigueur et leur application à tous les domaines de la société, aussi bien aux institutions qu'aux hommes et aux événements doivent contraindre chacun à un retour sur des situations que l'on a souvent que trop tendance à enfouir dans le passé.

Nous pouvons fournir toutes explications, documents et adresses sur les faits relatés dans ce qui touche le fonctionnement d'I.C.O. ; pour le reste la réflexion, les choix et la parole sont à chaque camarade.

(I.S. - n° 12 - septembre 68 - B.P. 307-03 Paris)

Des retards inévitables :

Les premiers numéros d'I.C.O. imprimé subiront quelques retards. Nous préférons que le travail soit fait par le plus grand nombre de camarades et nous sacrifions sans peine une efficacité que nous rejetons et le souci d'être à la page de l'actualité qui n'a pas de sens.

Nous essaierons seulement, au cours des mois qui viennent, de trouver un nouveau rythme tout en élargissant encore le cercle de tous les camarades qui, d'une manière ou d'une autre, participent à I.C.O.

SUR L'EVOLUTION DES GROUPES ET SUR LEURS ACTIVITES

— d'un camarade de Marseille :

« Depuis la rencontre de Bruxelles, beaucoup de camarades sont « paumés ». Certains découvrent « le situationnisme » et refont exactement le même chemin qui les ramène alors vers des théories anarcho-syndicalistes ou individualistes. Certains se détournent vers le surréalisme et se découvrent comme planant en dehors de la société. Par ailleurs, depuis que nous nous sommes regroupés, certains camarades nous reprochent de ne pas agir, de ne pas hâter la lutte de classe, alors que nous constatons que les actions à notre portée ne débouchaient que sur un activisme primaire et de petit groupe, n'ayant plus aucun rapport avec une lutte de masse. Ces camarades ont alors décidé, afin de ne plus avoir de problèmes par rapport à la « conscience de classe » et à la signification des luttes menées par le prolétariat, qu'effectivement il existait une « avant-garde » ; et de là, ils ont cherché une manière d'influencer le « cours de l'histoire ». Quelques uns vont même jusqu'à vouloir créer un « syndicat d'intérimaires ». A Marseille, une telle tentative avait eu lieu l'année dernière en créant un syndicat ouvrier du bâtiment. Cette tentative, qui a bien entendu échoué, ne leur a pourtant rien enseigné, bien qu'ils reconnaissent que le syndicat ouvrier du bâtiment ait été, dès son origine, voué à l'échec. A partir de ces diverses analyses (toujours très confuses), ils en arrivent à reconnaître qu'effectivement il faut que quelqu'un « tire les ficelles », et même remettent en cause toutes les critiques de l'ultra-gauche envers le léninisme. Ces diverses positions découlent d'esprits ballotés entre diverses découvertes : un jour c'est le situationnisme que l'on découvre, et on le met au-dessus de tout, d'autres fois c'est le bordiguisme et on rend hommage à sa cohérence, à son orthodoxie marxiste. En fait, beaucoup de ces camarades n'ont pas une vision claire et totale de l'évolution historique et n'ont pas encore pris leurs distances vis à vis d'un volontarisme de l'action exemplaire, etc... Je crois cependant que ce manque de maturité n'est en fait qu'une crise de croissance dans le mouvement. Ces quelques notes sur la situation de notre groupe de Marseille reflètent peut-être le caractère général de l'évolution du mouvement.

LES LIAISONS

— d'un camarade de la région parisienne :

« Nous sommes un groupe issu d'un comité d'action qui a suivi le chemin de tous les comités d'action. Depuis avril 69 il a tourné à la foire d'empogne. Nous pensons former un groupe favorable aux Communistes de Conseils, à la révolution sexuelle et pour certains aux thèses situationnistes. Nous comptons établir prochainement avec vous des contacts et des liaisons où nous vous ferons part de notre accord sur certains points et de notre désaccord sur d'autres. »

— d'un camarade du même groupe :

« Nous ne partageons pas vos opinions dans leur ensemble et ne désirons pas rejoindre votre organisation. Nous estimons cependant avoir certains points de vue en commun qui justifient et qui permettent l'établissement d'un lien entre nous et des échanges d'idées et d'expériences. Depuis deux ans notre expérience s'est développée sur le Viet-Nam, puis dans le cadre d'un comité d'action. Nous avons dissous celui-ci car la forme

d'activités qu'il induit ne correspondait plus à nos exigences nouvelles. Après une période de latence et de marasme dans l'inactivité pratique (dûe en partie au séjour de deux camarades à l'étranger), nous entreprenons de développer notre subversion sur de nouvelles bases. Pour nous il n'est rien en deça de la réalisation internationale du pouvoir absolu des conseils prolétariens et de l'auto-gestion généralisée. C'est en cela je crois que nous sommes d'accord. Au-delà, nous nous distinguons de vous et c'est pour cela que nous voulons préserver non seulement notre autonomie, mais aussi notre indépendance afin que notre recherche puisse se développer selon ses propres voies. Nous ne voulons pas distraire nos efforts en dehors de l'essentiel et du nouveau de notre recherche. Nous ne voulons pas non plus en rester à certaines préoccupations qui pour nous seraient stériles ou sont dépassées. Sans avoir le temps de m'étendre davantage à ce sujet, je peux vous assurer que notre point de vue vous sera précisé par les correspondances qui vont suivre. Cette lettre concerne essentiellement des préoccupations pratiques.

...Connaissez-vous des groupes ou camarades isolés dans la région de Versailles, St-Germain, St-Cyr, Trappes, et pouvez-vous nous mettre en relation avec eux ? Nous proposons qu'I.C.O. organise un système de « boîte postale » servant de relai entre les groupes et les personnes à qui s'adresse leur propagande lorsque ces groupes tiennent à ne pas être connus directement... le cas se présente pour nous. Nous allons dans un premier temps nous manifester par une propagande écrite, étant en trop petit nombre pour faire plus. Nous voulons en même temps ne pas être connu publiquement et pouvoir être en relation avec ceux qui se trouvent d'accord avec nos idées... Comme beaucoup de groupes sans doute, nous n'avons pas de moyens matériels. De plus, nous avons une exigence quant à la qualité de la propagande écrite, non seulement pour son contenu, mais aussi pour son support. J'ai une allergie de plus en plus grande aux tracts ronéotés assez commune sans doute à voir le nombre de tracts jetés sans être lus. C'est être au pas de la réalité que de réaliser des tracts ou journaux non sous forme ronéotypée, mais sous forme imprimée (offset, etc...) propres, claires, avec des dessins si possible. Nous proposons donc qu'I.C.O. organise un atelier d'imprimerie permettant de tels travaux, composé d'une machine offset, de son équipement... Ceci pourrait être réalisé sous forme coopératif. »

— d'un camarade de Vesoul :

« A propos du « groupe », je l'ai déjà mentionné dans une lettre précédente, il ne s'agit que de contacts entre quelques lycéens et quelques jeunes ouvriers qui n'ont aucune formation politique (moi de même pratiquement). Aussi je serais heureux si vous pouviez m'aider à pallier à ce manque. Je leur ai donné quelques références de bouquins, de revues, mais je doute que cela ait un grand résultat. Il s'agirait de démarrer d'un point de vue théorique et pratique. Le peu que nous avons fait sur Vesoul relève de l'activisme pur, les conditions dans une petite ville de province où il y a peu d'ouvriers, ne sont guère favorables, enfin on ne sait pas exactement. ... Espérant une aide quelconque (conseils, références, etc...) sur la dévaluation par exemple. »

Réponse à ces camarades :

Un premier point que soulève votre lettre est ce que vous appelez « vos divergences avec I.C.O. ». Nous ne pensons pas qu'I.C.O. doive exprimer une position précise à laquelle les camarades qui participent à ce travail, devraient adhérer d'une manière formelle. Au contraire, nous pensons que les groupes ou camarades qui appuient

le travail d'I.C.O., doivent conserver leur entière autonomie et chercher leur développement dans leur propre voie ; cela correspond précisément à ce que vous formulez relativement au travail de votre groupe. Nous souhaiterions seulement, ce que vous promettez d'ailleurs, que certains points soient précisés, notamment ce que vous appelez votre recherche, ce qui pour vous est « l'essentiel » et ce qui est « préoccupation stérile ou dépassée ».

Ces précisions ne sont pas nécessaires pour entrer en relations, mais elles le sont néanmoins pour envisager le concours que vous nous proposez d'un point de vue pratique.

Nous sommes d'accord pour vous faciliter des contacts avec les camarades isolés de la région de Versailles ; mais cette liaison doit se faire de l'initiative de ces camarades et sur la base des positions que vous aurez pu définir.

Vous rédigez un texte assez bref, indiquant une ligne de travail et d'orientation, nous adresserons ce texte aux camarades abonnés à I.C.O. de la région considérée et (ou) nous publierons ce texte dans I.C.O. en demandant que les camarades intéressés prennent contact avec vous par le canal d'I.C.O. Nous tenons cependant à présenter ici une observation : les liaisons qui se dessinent à I.C.O. depuis plusieurs mois paraissent se faire plus sur un plan affinitaire que sur un plan géographique ; toutefois, nous n'avons aucun préjugé contre cette dernière forme de liaison.

Par contre, votre proposition de se servir d'I.C.O. comme relais entre les groupes ou personnes pose un problème, le même problème qui vous conduit à vouloir garder une certaine clandestinité : à ne pas être connu publiquement. Jusqu'à présent ce travail a été effectif dans une certaine mesure, sous la forme suivante : chaque groupe adressait à I.C.O. un ou plusieurs exemplaires de ses publications et la mention en était faite dans le bulletin avec, soit l'adresse des camarades éditeurs s'ils n'y voyaient pas d'inconvénients, soit la mention : s'adresser à I.C.O. s'ils désiraient garder l'anonymat.

Ce que vous proposez va beaucoup plus loin, puisque cela consiste à faire d'I.C.O. une sorte de boîte postale centrale à laquelle pourraient s'adresser tous ceux qui auraient eu le tract considéré en mains et qui s'y seraient intéressés. Une telle manière de procéder peut être envisagée, mais elle ne peut, à notre avis, se faire par le canal d'I.C.O. ; étant donné que les tracts diffusés par les camarades pourraient avoir n'importe quel contenu, la mention d'I.C.O. pourrait conduire à une mise en cause du bulletin lui-même et des camarades qui y sont le plus directement associés, alors qu'ils n'auraient été pour rien dans la publication. Cela pourrait conduire même à la disparition pure et simple d'I.C.O. Si une telle forme de relai devait être envisagée, elle devrait se faire séparément, mais non sous le titre d'I.C.O.

Ceci nous amène à l'autre proposition contenue dans votre lettre, de former une coopérative pour organiser un atelier d'impression collective. C'est une idée que nous avons déjà envisagée à différentes reprises, mais qui, jusqu'à présent, n'a pas pu se réaliser pour des questions matérielles évidentes ; là également nous pensons que si cette suggestion était retenue, cela devrait se faire parallèlement à I.C.O. et non pas par le canal du bulletin.

Réponse à ce camarade :

Le problème que tu soulèves dans ta lettre au sujet des discussions et d'une formation politique au cours

de ces discussions au sein du groupe de camarades - lycéens ou ouvriers - que vous formez, est délicat. C'est une œuvre de longue haleine qui ne dépend pas seulement du choix d'un « bon ouvrage » ou de la lecture d'une « bonne littérature », mais aussi et surtout de l'expérience que chacun peut faire dans son milieu de travail et dans les contacts avec les autres camarades du groupe ou avec d'autres militants de n'importe quel groupe. Dans cette tâche celui qui apporte a souvent autant à apprendre de ceux qui apprennent. Tout ceci peut se faire de deux manières qui d'ailleurs ne sont pas contradictoires, mais se complètent.

L'une de ces manières est la méthode traditionnelle de discussion ouverte sur un sujet déterminé, un camarade ou plusieurs ayant potassé ce sujet et essayant d'expliquer aux autres ce qu'ils en ont tiré et ce qu'ils en pensent.

L'autre méthode consiste à partir de l'expérience de chacun et de faits précis touchant à cette expérience, d'essayer de l'approfondir, de la situer dans un contexte de plus en plus général et de voir ce que cela signifie par rapport à la société capitaliste et à la lutte de classe ; on parvient ainsi inévitablement à toucher des problèmes généraux ou théoriques. Si l'expérience que nous avons pu faire à I.C.O. depuis une dizaine d'années que nous existons peut servir à d'autres camarades, nous n'entendons nullement la poser comme un modèle, car nous pensons qu'elle correspond, comme tout ce qui existe, à une période du mouvement ouvrier et que des jeunes camarades, même s'ils s'inspirent des formes et des méthodes de discussion que nous avons pu adopter, doivent inévitablement trouver de nouvelles formes et de nouvelles méthodes en rapport avec leurs propres expériences et leurs propres pensées qui sont vraiment différentes des nôtres. Dans les réunions d'I.C.O., nous avons toujours cherché à dégager la leçon de ce que chacun affrontait dans son milieu de travail ; il est bien évident qu'une telle forme de discussion était beaucoup plus facile et apportait beaucoup plus d'éléments, même si elle se limitait à quelques dizaines de camarades dans une agglomération comme celle de la région parisienne, que dans une ville comme Vesoul. La discussion sur le mouvement ouvrier peut alors être élargie à toutes les luttes qui peuvent exister tant en France qu'à l'étranger, et sur lesquelles il peut être trouvé, même dans une ville de province, une documentation assez large, soit à travers la presse bourgeoise, soit à travers les journaux des groupuscules, soit à travers des publications étrangères ; une des raisons pour lesquelles nous mentionnons dans I.C.O. un grand nombre de publications est de permettre aux camarades de se procurer directement ces publications, et de pouvoir se former une opinion eux-mêmes au cours de discussions sur les faits importants du mouvement ouvrier. Ceci est pour le présent, mais un même travail peut également être poursuivi sur les périodes importantes du mouvement ouvrier, par exemple : la Commune, la Révolution Russe, les Conseils ouvriers allemands, les collectivités espagnoles, les Conseils ouvriers Hongrois, mai 68, etc...

De telles discussions supposent, évidemment, la réunion d'un minimum d'ouvrages, débats, et en quelque sorte un fil conducteur pour ordonner tout un ensemble de faits ; cela amène à considérer la nécessité de quelques ouvrages de base. Ceux-ci ne doivent pas constituer un catéchisme, mais permettre d'avoir, d'une part, une méthode d'analyse des événements, et de guider la réflexion sur leur signification profonde.

Pour répondre aux questions que tu nous poses, nous avons pensé établir une liste limitée d'ouvrages, accessibles tant par leur prix que par la possibilité de se les

procurer, sur ces problèmes généraux d'une part, et d'autre part, sur des sujets précis touchant l'histoire du mouvement ouvrier des cinquante dernières années. Nous devons en discuter avec plusieurs camarades représentant les différents courants d'I.C.O. et nous te la ferons parvenir ultérieurement ; un tel travail pourra d'ailleurs servir à d'autres camarades qui se trouvent dans une situation identique à celle que tu décris pour les camarades de Vesoul.

LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE D'ACTION SPONTANEE (M.A.R.S.)

Le M.A.R.S. désirerait prendre contact avec vous. Nous aimerions également être informés des rencontres nationales et internationales que vous organisez, ainsi que des relations que vous entretenez avec les mouvements ouvriers étrangers. Nous travaillons en Comités d'Actions Révolutionnaires sur les usines et les facs. Ci-joint un tract récemment distribué sur l'usine Michelin à Clermond-Ferrand.

Toute correspondance à : SABATIER - B. P. 209 - Clermond-Ferrand - 63.

Voici le tract :

« La lutte des travailleurs occupant leurs usines en mai-juin 68 a dévoilé les nouvelles formes d'exploitation du capitalisme : en particulier à l'échelle internationale la planification des intérêts de la bourgeoisie nécessitant l'intégration des syndicats aux systèmes étatiques. Par la suite, la reprise en main de l'économie par la classe possédante a été entravée : crise monétaire de novembre, échec de Tilsitt débouchant sur la grève du 11 mars, NON au référendum. En faisant élire Pompidou par 37 % des votants, la bourgeoisie tentait de résoudre ses contradictions.

A présent, Pompidou dévalue : cela signifie que les gros monopoles pour survivre ne font que rendre plus sensible aux travailleurs l'exploitation économique. Les mesures d'austérité signent le constat d'échec total de cette politique de classes. Sous couvert des « phrases » mielleuses de Chaban, « l'ouverture » du gouvernement n'est autre que la continuité de l'échec gaulliste :

.. blocage des prix jusqu'au 15 septembre = augmentation des prix à partir du 15 septembre ;

.. contrôle ultérieur des prix et de l'économie = blocage des salaires ;

.. crédit à la consommation réduit à 15 mois avec versement initial de 40 % du prix d'achat = diminution du niveau de survie matérielle ;

.. moitié des majorations exceptionnelles de 69 maintenues = diminution du pouvoir d'achat.

Ainsi les travailleurs paient les pots cassés. Leur lutte de mai, engagée contre les structures de la société de classe, avait mis à jour ces problèmes, mais la trahison des directions syndicales et la stratégie électoraliste du P.C. les ont replacées à un niveau strictement réformiste. Une nouvelle fois les syndicats, face à des mesures qui attaquent directement les travailleurs, se cantonnent dans des propositions partielles, ne remettant jamais en cause l'exploitation elle-même. Donc les vrais problèmes demeurent.

Contre l'exploitation, contre le réformisme :
Organisation à la base pour la lutte sur les lieux mêmes du travail.

Mobilisation contre les mesures d'austérité : la défense du franc n'est autre que la défense du Capital.

Continuons le combat à la base - Non aux mesures d'austérité.

Comité d'Action Révolutionnaire Michelin - M.A.R.S.
Soutenons nos camarades S.N.C.F. en grève - soutenons nos camarades S.N.C.F. en grève - soutenons nos camarades en grève .

— d'un camarade du Havre :

« A propos de l'A.E.I.S. (Association d'Etudes et d'interventions Sociologiques) c'est un réseau qui tourne autour de trois personnes qui travaillent à l'A.E.I.S. ; c'est la continuation (si l'on peut dire) de « Matrice » revue publiée à Bordeaux. Au départ, il a été créé par deux personnes qui, de par leur situation, étaient en marge du réseau. Pour l'instant nous n'avons pas encore fait le point, mais déjà certains bras du réseaux n'ont pu être récupérés (pro-chinois). Il y a aussi pas mal de camarades passés à la marginalité ; ils ont une situation extrêmement intéressante dans le réseau, ce sont des provocateurs. Malheureusement, les temps morts sont très importants et les échanges sont encore faibles. Le réseau n'est pas dénombrable.

A propos du compte rendu de la rencontre nationale, je l'ai trouvé et je le trouve encore très intéressant et j'y travaille dessus pour faire une réponse qui sera aussi la suite au texte « A propos des Conseils ouvriers ». J'ai porté surtout mon intérêt sur la dynamique des groupes sociaux et la formation des groupes autonomes pouvant devenir à l'occasion des conseils ouvriers. J'ai pensé en effet que nous étions actuellement dans une phase de formation de groupes autonomes et que ceux-ci devraient commencer par analyser leur propre fonctionnement intérieur, et avec les autres groupes et la société. J'ai pensé même que l'activisme de ces groupes ou au contraire la théorisation pouvaient être de véritables masques donc auto-mystifiant sur leur propre fonctionnement et donc sur la pratique réelle qui existe entre les membres de ces groupes. Et au contraire, j'ai l'impression que c'est à partir de l'analyse de leur fonctionnement interne et de l'interaction qu'ils ont avec l'environnement et d'une analyse vécue (pas celle que je ferai qui sera théorique) qu'ils peuvent saisir l'ensemble des mécanismes de défense qui animent les hommes de notre société (et les groupes sociaux) et qui sont les obstacles à la réalisation des désirs, donc à leur libération. » (PERIER - B.P. 11-47 - Le Havre 78)

— d'un camarade de Rouen :

Les gars de Rouen et de Louviers veulent éditer des textes anciens et nouveaux sur l'anarchie et les mouvements ouvriers. S'il y a des copains qui ont écrit quelque chose, peut-être pourraient-ils nous épauler.

— d'un camarade de Nice :

Dans le n° 4 des « Cahiers du Communisme des Conseils », nous avons trouvé quelques éléments dans les 60 thèses de Cajo Brendel sur la révolution culturelle. Malheureusement on a été gêné par le schéma mécaniste qu'il en donne : par exemple, il ne tient aucun compte de la psychologie des masses paysannes.

LES CAMARADES DE PARIS

ont décidé de se retrouver dans la mesure où ils seront disponibles, chaque jeudi, dans le local habituel, pour y effectuer collectivement les travaux matériels néces-

saires et pour discuter tant de la correspondance que de la répartition des lettres et articles reçus dans les différentes publications sous le titre d'I.C.O., que des articles des brochures qu'ils envisageraient de publier.

D'autre part, il est envisagé de prévoir dans ce local différents moyens de travail (documentation, machine à écrire et ronéo). Tout camarade de la région parisienne ou bien de passage à Paris, peut donc venir chaque jeudi à partir de 18 heures : il sera assuré de trouver d'autres camarades pour discuter et il pourra éventuellement participer aux tâches de ce moment.

ACTION DIRECTE ET GAUCHISME DE SERVICE

Sous ce titre, des camarades de Grenoble ont diffusé le tract reproduit ci-après. Déjà une première discussion a eu lieu à ce sujet entre les camarades de Paris, relativement à l'assimilation de ce qui y est relaté à la lutte de classes. Un jeune camarade a fait ressortir que les provos en Hollande avaient utilisé des méthodes semblables (voir brochure d'I.C.O. sur ce sujet), mais que cela n'avait aucune relation avec la lutte de classes. De telles actions montrent bien en quoi consiste la répression, mais elles montrent aussi la passivité de la foule lors de l'affrontement entre une minorité réduite et la police. Le camarade a fait le parallèle avec ce qui se passait dans la rue en mai 68 où l'on voyait la foule reculer à chaque charge des flics, alors qu'elle aurait pu facilement les submerger, laissant une faible minorité les affronter.

« Depuis sa réouverture, le café de la poste, à Grenoble, refusait de servir la clientèle chevelue et barbue. Un groupe restreint décida d'occuper l'établissement jusqu'à ce qu'on daigne servir à boire.

Samedi, vers midi, nous nous retrouvons une dizaine (alors que le double était prévu) ; de cette bonne dizaine, une partie s'en alla, découragée du peu d'occupants. Nous restons donc 5 à une table. Le patron prévient la police, alors que, selon le droit bourgeois, il est lui-même pénalement condamnable.

1° ACTE : Contrôle d'identité - Essai d'intimidation en faisant la grosse voix - Bousculade - Un flic saisit par le col du manteau un consommateur qui reste accroché à son fauteuil et est traîné sur plusieurs mètres - Les représentants de l'ordre, immédiatement molestés par un attroupement de solidarité, embarquent deux jeunes filles, pour ne pas perdre la face - Une tentative d'empêcher physiquement les consommatrices de monter dans le car n'est pas suivie par le groupe, pourtant très important, qui s'était formé.

Constatations : 1) Un seul individu ose l'affrontement physique avec les flics, l'attroupement se contentant de hurler en gardant ses distances, malgré un rapport de force écrasant.

2) hypertension de la foule qui, au moindre prétexte, se concentre en un point névralgique. Ce qui pourrait passer pour un fait divers, un groupe de badauds devient alors un acte politique, malgré l'attitude de soutien encore spectaculaire. Pourquoi politique ?

a) car il y a prise de position contre le pouvoir, avec injures et harcellement verbal.

b) ces deux phrases furent entendues : « bientôt on ne me servira plus parce que j'aurai des pantalons » (une jeune fille) : « on ne nous servira plus en bleus de travail ».

c) la question des cheveux longs est peu intervenue dans

l'argumentation en notre faveur. La prise de position était donc plus de classe que sentimentaliste.

2° Acte :

1) attitude répressive d'un responsable de l'U.N.E.F.

Nous décidons de faire un tract. Un ponte de l'A.G.E.G. (tendance P.S.U.), qui se trouvait là, dit que l'A.G.E. est fermée et que le matériel n'est pas utilisable à cet instant. Il est certain que pour la ligne dite politique de ce militant, ce genre d'action n'était pas susceptible de déboucher sur des objectifs suffisamment mobilisateurs. Ses premières paroles furent : « Comment comptez-vous organiser ? » ...pour lui, s'organiser égale se rallier à des slogans, des thèmes, des mythes.

2) attitude répressive du même ponte

Nous allons malgré tout à l'A.G.E. et faisons des affiches au stylo feutre. Le militant insiste sur ce qu'on pourrait faire ultérieurement par rapport au café (laisant ainsi le temps aux magouilles politicardes) plutôt que de cerner la situation créée et d'agir immédiatement par rapport à elle.

3) attitude répressive de l'individu - U.N.E.F.

Un des panneaux se terminant par : « où s'arrêtera la discrimination de classes », une discussion s'élève. Cela n'a rien d'étonnant car, non seulement ce militant ne doit pas être persuadé qu'il y a deux classes sociales, mais, s'il l'est, il ne sait pas comment faire entrer dans son système d'analyse la prolétarianisation de certaines couches marginales : certains intellectuels, esthètes, artistes, bandes de jeunes, ceux qui survivent par de menus travaux sans s'installer stablement dans le système productif, la France des malades mentaux, certains drogués, etc...

3° ACTE : Affichage de panneaux en plein centre ville, face au café. Ce lieu se situe au carrefour de tous les passages : - économiquement à côté des nouvelles galeries - centre d'attraction pour les déambulements désœuvrés - il y a de l'espace.

Pendant environ deux heures - groupement autour des panneaux - discussions, acquiescements passionnés... jusqu'à l'arrivée des flics et sous l'œil ironique des militants de tous poils (anarchistes, trotskystes, léninistes) qui, assis à une terrasse de café, ne furent pas une seconde dans la foule. Seule la « Cause du peuple » qui, au même instant, exhibait son soutien moral par voie d'affiches, aux grévistes de la S.N.C.F. et d'Italie, et qui vendait sa salade, faillit passer du soutien inconséquent à un soutien en acte en participant à la manifestation.

4° ACTE : C'est le moment important. Le service d'ordre protégeant nos panneaux d'information est aggrégé et il se défend ; alors que l'un d'entre nous tente de reprendre une pancarte, il est jeté par terre et tabassé et embarqué. En moins de dix secondes, une foule (tout d'abord 2 ou 300 personnes) se concentre en gueulant contre les flics.

Constatations :

a) malgré un nouveau rapport de force plus imposant, seuls 2 ou 3 individus brisent le cadre mythique de l'espace qui environne les flics, et en viennent au contact physique. Le reste de la foule « fait le mur » à quelques mètres, se retranchant derrière les hurlements de slogans.

b) le noyau d'individus radicaux qui aurait été indispensable ne s'est ni reconnu spontanément, ni ne s'était organisé auparavant, pour que l'espace séparant la foule

du pouvoir puisse être repris, pour arriver au contact physique. Moins de 10 flics terrorisés et fous furieux, ont pu ainsi embarquer un individu sous les yeux d'une foule évaluée par la chiotte du Dauphiné Libéré à un millier. Ce manque de radicalité évidemment normal en société d'auto-répression est accru par le manque de pratiques révolutionnaires réelles à Grenoble, manque entretenu par les fausses luttes menées par les politiciens de tous bords (spécialement l'A.J.S.) (puis les C.A...)

c) aucun militant ne vint à cette manifestation ; l'attitude méprisante de cette faune inerte est compréhensible, la manif-éclair ne se déclenchant pas sous leurs directives politiques. Ce qui les intéresse, c'est de former des C.A., de « conciliabuler » dans les vestibules, ou de pondre des P.Q. De toute manière le mouvement de masse les a déjà exclus de sa dynamique propre. Ces vaniteux petits intellectuels « révolutionnaires » iront se morfondre loin de la lutte des classes.

d) La Gauche Prolétarienne (la Cause du Peuple), quoi qu'ayant agi dans le mouvement collectif, n'en servit pas moins de frein, inconsciemment - au moment de l'échauffourée, ses militants étaient en première lignes, mais non pour impulser à nouveau la dynamique radicale contre le pouvoir (en libérant les prisonniers par exemple), mais pour hurler des slogans (et en fait servir de service d'ordre).

- quelques 10 minutes plus tard, ils réorganisent leur manif, en brandissant de nouveaux panneaux, ce qui démoralisera tout le monde, puisque ce ne pouvait pas réimpulser un mouvement d'auto-défense, alors que 4 ou 5 cars de C.R.S. allaient charger... - pour finir, la C. d P. sortit un tract remplaçant l'action dans le cadre de sa ligne politique... »

QUELQUES CONCLUSIONS A TIRER

1) la lutte se passe non seulement sur les lieux de production, mais aussi sur les lieux de consommation, d'échange et de distribution (quoique ce soit le même processus de production marchande, tous ces lieux sont aussi lieux de production des rapports de classe...)

2) le café bourgeois type, situé en plein centre de la ville, a un espace réservé à la distribution et à l'échange avec une clientèle socialement définie : les touristes, les bourgeois, qui restent dix minutes en consommant cher.

3) les chevelus-barbus, les trimards et les jeunes prolos ou étrangers, sont exclus de cet espace. Et toute intrusion est un élément perturbateur de la régulation psycho-géographique de la ville (notons que la ville a son quartier bourgeois, son quartier prolo, son quartier marginal, son aire de rencontres et de passages, son aire directive, et que tout cela est organisé de façon précise par le pouvoir, et que des contradictions la déchirent ; surtout que de la part de ces éléments plus ou moins marginaux, « boire un canon », n'a pas la même signification que d'aller « se rafraîchir », d'où un cadre de communication différent, gestes, attitudes, poses, etc..., faisant du café autre chose que ce à quoi la bourgeoisie le destine, par exemple un lieu de parole, d'échanges, remettant en cause physiquement l'espace temps bourgeois.

4) les groupuscules gauchistes « marxistes ! ! ! » ne peuvent comprendre que la lutte contre le pouvoir passe aussi par la lutte

a) sur les lieux de vie sociale en dehors de l'unité de production

b) par des éléments marginaux non intégrés à la vie pro-

ductive et ne détenant aucun pouvoir sur leur propre vie

Ces groupuscules font la fine bouche devant des luttes se passant sur des lieux mouvants (rue, cafés, places, bals, kermesses, etc...) car ils n'ont aucun moyens pour les diriger !

LA LUTTE DE CLASSES PASSE PARTOUT ! ! !

LA DROGUE ET LES GAUCHISTES

Un reportage du *Nouvel Observateur* (n° 252 et 254) sur la drogue confirme ce qui apparaissait déjà nettement dans certaines campagnes de presse : faire, à travers l'action de la police, l'assimilation drogue-subversion pour amalgamer dans une même répression tous ceux qui s'opposent à l'ordre établi. Sinon directement, du moins par la répression non moins violente, bien qu'incidieuse de « l'opinion publique ».

Des camarades ont vécu cela à l'échelle d'une petite ville industrielle et ont même craint que cela ne passe à l'escalade de la répression directe. En raison de l'écho, tant de la répression que de la campagne de presse dans la « cité moderne » d'H.L.M. où ils vivent, ils ont diffusé le tract suivant intitulé « LA DROGUE ».

« Depuis plus d'un mois maintenant, la presse fait grand tapage autour de ce mot (car en grande partie ce n'est qu'un mot). Pas une journée sans qu'en première page des journaux ne s'étalent de gros titres à sensation sur ce sujet, la moindre arrestation y est montée en épingle. Le cul des vedettes ne devait plus faire recette, les gens commençaient à se poser des questions (la dévaluation, les grèves, etc...), ils commençaient à se demander si tout allait comme on le disait. Alors il a bien fallu trouver un dérivatif à tout cela. On choisit la drogue car ça permettait de déconsidérer la jeunesse, car celle-ci commençait à poser pas mal de problèmes à la clique des bureaucrates. Cette campagne de presse, habilement menée, permit à Marcellin, premier flic de France, de mettre en place des brigades de flics chargés de surveiller la jeunesse.

Revenons à la drogue, on a eu droit aux déclarations de tous les bureaucrates s'évertuant de trouver un mal spirituel à la jeunesse. Bande de rigolos que vous êtes messieurs les bureaucrates, vous ne pouvez pas comprendre, vous ne vivez pas dans les cités H.L.M. que vous avez créées, vous regardez le travail à travers des statistiques mais vous n'allez pas bosser à l'usine ou au bureau, vous parlez de tout, mais vous ne connaissez rien. Nous, nous savons que si ce n'est pas le chômage qui nous guette, c'est le même boulot con que nous faisons toute notre vie. Comment ne pas imaginer que certains en ont plein le cul de cette vie et veulent s'en échapper. Vous messieurs les bureaucrates, vous ne pensez qu'à diriger, qu'à décider pour les autres, une partie de la jeunesse en a marre, car si nous vivons dans une société dite d'abondance, il est une chose qui n'abonde pas c'est la LIBERTE. Vous les bureaucrates vous ne voyez que la liberté du choix, nous voulons la liberté de créer.

La drogue n'existe que par la société oppressante et ne disparaîtra qu'avec elle, car nous espérons bien que cette société pourrie disparaîtra un jour. Car si il est un phénomène né de la société c'est bien celui là, car face à l'oppression permanente de la société : certains cherchent un bonheur artificiel, pour certains c'est la drogue, pour d'autres c'est l'alcool. Car il ne faudrait pas oublier que l'alcool est aussi toxique que certaines subs-

tances que l'on nomme drogues. Mais pour l'alcool, c'est l'état qui empêche les bénéfiques et si l'état répressionne la drogue c'est tout simplement qu'actuellement il n'en tire aucun profit.

LE VIEUX MONDE EST EN TRAIN DE CREVER ET CE N'EST PAS LES FLICS A MARCELLIN QUI NOUS EMPECHERONS DE L'ACHEVER. »

ARCHINOIR

Groupe affinitaire de camarades enseignants, étudiants, artistes et travailleurs, réunis sur la reconnaissance de plusieurs propositions théorico politiques d'un besoin de travail commun dépassant le cadre local où nous nous situons. Nous ne sommes pas un groupe géographique. Nous sommes à Antony, Lyon, Grenoble, et Afrique et nous essayons ainsi de discuter sur ces bases là. Notre pratique politique là où nous sommes est inséparable d'une pratique quotidienne expérimentale permettant une action, une connaissance et une interprétation de divers éléments séparés actuellement mais qu'il faut connaître et interpréter et sur lesquels il faut agir pour que

la théorie pratique devienne unitaire : les activités artistiques, l'amour, l'érotisme, les réactions de l'esprit dans certaines situations créées en certains lieux, la dialectique, rêve-veille, le hasard, le désir, etc...

Pour toute correspondance et envois de fonds : (changement d'adresse et de C.C.P.) Jean FRANCOZ, 29, rue des Champs-Élysées - 38 Grenoble (ne pas utiliser les adresses antérieures).

GROUPES PARTICIPANT AU TRAVAIL D'ICO

(liste à compléter par les adresses que donneront les camarades)

TOULOUSE : Regroupement Informations Liaisons Etudiants Ouvriers - Bruno, 41, rue Camille-Desmoulins, 31 Toulouse, 04

Révolution Internationale - Giné, B.P. 183 - 31 Toulouse
MARSEILLE : Cahiers du communisme de conseils : Camoin, B.P. 15 - 13 Marseille 12ème.

Correspondance

Pour nous, la correspondance c'est tout. Les lettres reçues sont réparties un peu partout, informations publications, articles.

Sous ce titre, tu trouveras plus ce qui concerne les problèmes particuliers d'un camarade ou d'un groupe. La réponse qui peut y être jointe est celle d'un camarade ; tout autre peut faire une autre réponse, et si une discussion s'engage à propos d'un désaccord, tant mieux. Aucun d'entre nous ne détient de vérités.

A PROPOS DE GROS SEL

(Recherches pour un front socialiste uni - voir I.C.O. n° 85 - septembre 69 - page 26)

En ce qui me concerne personnellement, mon attention a été attirée par le passage de l'article sur les couches moyennes dans le mouvement révolutionnaire, consacré aux Assurances Générales de France.

Manifestement, ces lignes ont été écrites d'après le texte figurant dans la brochure d'I.C.O. « La Grève généralisée en France », page 18. J'ai relu ce dernier texte pour pouvoir le comparer avec le rapport qui en est donné dans votre article, et je suis obligé d'admettre que l'auteur de cet article a fait de la brochure, soit une lecture hâtive, soit un commentaire hâtif.

En effet, la transposition déforme complètement ce qui est dit dans la brochure ; cette déformation n'était d'ailleurs nullement nécessaire pour l'exposé de votre article. Il est possible d'en faire un résumé même succinct, sans en faire un texte fort différent de celui qui figure dans votre brochure. Que faut-il en conclure quant au sérieux de votre texte et des autres citations ou références à des faits précis qui peuvent y figurer ?

Indépendamment de cette observation (et elle est de taille), le texte en question soulève une foule de problèmes sur lesquels il est possible de discuter et qui sont effectivement posés dans le mouvement de mai (nous

voulons parler « des couches moyennes dans le mouvement révolutionnaire ») : ces problèmes touchent les rapports entre le mouvement ouvrier d'une part et les couches intermédiaires qui tendent à constituer une bureaucratie ; le développement de la grève et son passage à des formes gestionnaires auraient amené la constitution parallèle d'organismes de gestion directe : les conseils ouvriers, et des organisations politiques revendiquant le pouvoir.

Quel genre de conflits auraient surgi entre ces deux types d'organismes et comment de tels conflits auraient été réglés, il est impossible de le dire, ceci, d'autant plus que dans les faits, il n'y a eu à aucun moment, constitution d'organismes de gestion ouvrière, pas plus qu'il n'y a eu de tentatives venant des couches moyennes de s'approprier la gestion des entreprises aux lieux et places des dirigeants capitalistes.

Quant au problème particulier des Assurances Générales de France, il n'y a eu à aucun moment « expérience d'auto-gestion ». Il aurait pu être intéressant de relever dans le détail, l'histoire de la grève dans cette entreprise, grève qui n'a d'ailleurs certainement pas été différente de ce qui s'est passé dans beaucoup d'autres entreprises : le seul conflit ouvert qui soit apparu a été entre une tendance à l'autonomie de la lutte et les différentes bureaucraties syndicales ou politiques. Les problèmes de gestion furent effectivement abordés mais d'une manière extrêmement confuse et avec des divergences importantes ; le tract qui avait été distribué avant la grève et qui posait, en termes assez brutaux, ce problème de gestion n'était le fait, comme il est dit dans la brochure, que de quelques employés et avait surtout pour but d'insister sur des thèmes qui reflétaient la tendance du mouvement ouvrier dans son ensemble. Poser le problème sous la forme :

« Faut-il parler ou non de gestion dans une société d'assurances puisque dans un monde nouveau, cette forme d'activité disparaîtra pratiquement ? »

est un faux problème, car si des travailleurs se posent

la question de gestion dans le cadre de leurs activités présentes, c'est peut être à partir de ce moment qu'ils commenceront à se poser l'autre problème de l'utilité de gérer une activité qui ne servirait alors à rien. D'un autre côté, projeter les termes d'une société nouvelle en décrétant d'avance quelles formes d'activités disparaîtraient, et comment elles disparaîtraient, est, à mon avis, un jeu de l'esprit. Les discussions que nous pouvons avoir relativement à un monde nouveau, doivent toucher les problèmes économiques fondamentaux afférents à la production et à la distribution et non chercher à définir des cadres précis.

--- d'un camarade de Grasse :

« A bien réfléchir l'affaire Séguy n'est peut-être pas un jeu de compères comme en mai-juin 68. Elle pourrait correspondre à une reprise de la guerre froide avec le danger qu'elle devienne chaude. Car cela ne s'arrange pas entre russes et américains, mais pas du tout, et Pompidou n'est pas De Gaulle : il va essayer de monnayer le rôle de la France : son prochain voyage à Washington n'est pas autre chose. Si cette hypothèse se vérifiait P.C. et C.G.T. utiliseraient la carte gauchiste tout en continuant à réclamer leur intégration dans les institutions étatiques en rappelant à Pompidou ses promesses de mai 68. Evidemment, cela ne change rien pour nous. »

--- d'un camarade d'Uruguay :

« Nous sortons le n° 2 des « Cahiers du Militant d'Action Directe » et reprenons l'édition des brochures que nous avons lancées l'année dernière avec la publication de « La révolte étudiante dans le Monde ». Ce premier cahier a eu beaucoup de succès et il nous a même laissé un bénéfice.

Le n° 2 est la traduction de *La grève généralisée des amis d'I.C.O.* Nous en avons supprimé les deux annexes, la deuxième parce qu'elle donne une information trop prolixie pour notre milieu sur le caractère et les buts d'I.C.O. Nous nous sommes bornés à publier l'adresse du groupe dans la liste de publications que nous dressons à la fin. La première fut éliminée une fois imprimée parce que le texte de Pannekoek expose les mêmes idées résumées et généralisées que celles appliquées à la situation française, développées en détail par les auteurs de la brochure. Ceci seul ne nous aurait pas empêché d'insérer le texte du hollandais. Ce fut par contre un passage de la deuxième thèse où Pannekoek donne comme équivalent au socialisme la cochonnerie imposée en U.R.S.S. et dans les autres pays (dits socialistes) et que nous appelons toujours capitalisme d'Etat (comme le font aussi Pannekoek et I.C.O.). Les trotskistes la nomment état ouvrier ou état ouvrier dégénéré et d'autres, ex-trotskistes, « collectivisme bureaucratique ». Identifier le socialisme avec cela, comme font les moscovites, les pro-chinois, les cubains, et les P.C. « à obéissance moscovite ou pas », c'est introduire la confusion. J'étais fort étonné que cette identification qui, je le répète, est inacceptable même par les marxistes hétérodoxes ; d'ailleurs, d'après Trotsky lui-même, cette identification n'a pris naissance qu'en 1935, à l'occasion d'une interview faite à Staline. J'ai pensé que peut-être ces défauts étaient le résultat de traductions successives : de l'anglais au français, ou du hollandais à l'anglais et ensuite au français. Nous nous en sommes rendus compte une fois le texte imprimé, et nous n'avions plus le temps de vous consulter. La seule ressource était ou de supprimer les thèses ou de mettre une note pour exposer notre hypothèse sur les déformations possibles à cause de la traduction. Comme cette solution nous a paru ridicule, nous avons procédé à la coupure. La responsabilité

de l'opération m'incombe mais elle fut faite avec l'approbation des copains.

Dans la préface écrite par moi, et également approuvée par les autres, on fait quelques « remarques » : je crois que celle à propos de Cuba et de la Chine est suffisamment claire et ne nécessite pas d'autres explications. Celle qui concerne les syndicats était impérative en notre milieu parce qu'il serait injuste de paraître comme avalisant ces bordées antisindicalistes ici où ce n'est pas seulement des militants syndicaux mais aussi des syndicats entiers qui commencent à donner forme à la lutte contre la dictature, en partant de quelques principes syndicalistes révolutionnaires qui se sont « secrétés » tout seuls ; ils les pratiquent sans savoir la plupart d'entre eux que ces principes font partie d'une doctrine et d'une méthode. C'est pourquoi nous faisons allusion à la vieille polémique sur le rôle du syndicalisme en nous référant à l'Espagne et aux thèses de Kolontaï. Pour illustrer l'affirmation à propos de ces militants et syndicats uruguayens nous avons cité des textes. La longueur de ces extraits pris dans les déclarations du courant majoritaire de mon syndicat est peut-être excessive, mais il ne s'agit pas de « localisme » mais au fait qu'ils étaient tellement substantiels que je ne puis me résigner à les éliminer.

Parlant de mon syndicat, il faut que j'explique que la mention de coparticipation n'est pas inspirée dans un esprit disons « C.F.D.T. ». Il arrive que nos patrons actuels soient les médecins groupés en une sorte de coopérative de production des services d'assistance et que sous ce régime ou dans un autre, nous aurons à travailler avec eux (le contraire serait de les avoir comme salariés de l'institution) (comme ils le sont dans les sociétés mutualistes). Ceci est inévitable quoique les gars de la liste 2 se vantent que pendant la grève de l'an dernier nous avons montré que nous étions capables pas seulement de coparticiper, mais de diriger totalement l'institution. Sur le rôle qu'ils accordent au syndicalisme en général, il y a un passage que j'ai supprimé parce qu'il était trop long, où l'on dit qu'il n'y a qu'une seule solution : réforme agraire et « contrôle de l'industrie par les syndicats ». Ils veulent dire par là tout bonnement, autogestion syndicale parce qu'ils ignorent la différence entre « workers control » et « contrôle ouvrier » : la formule qu'ils emploient est l'équivalent de celle des anglais.

Dans mon syndicat, comme dans les autres, les gens qui sont en train d'élaborer ces positions proviennent des idéologies très diverses : castristes, pro-chinois, trotskistes « isolés », anarcho-castristes, et militants sans idéologie définie, mais décidés à « aller de l'avant ». Quelque chose de semblable arrive dans le milieu étudiant malgré que, parmi eux, on conteste *de facto* et parfois explicitement (mais pas très haut) la structure corporative ou syndicale traditionnelle dont la main mise de moscoutaires et autres réformistes les gênait pour la lutte. Ce conglomérat hétérogène et avec des idées assez entremêlées est indéfinissable pour nous, si nous tenions compte des définitions classiques. On l'appelle dans le milieu étudiant « la gauche radicale ».

Je sais bien que dans le texte de la Grève Généralisée, il y a réponse à cet aspect positif et plein d'espoir du syndicalisme uruguayen souligné dans nos citations. Les autres disent effectivement que quand des militants voient l'inefficacité des syndicats et des groupes idéologiques traditionnels, ils créent alors d'autres « durs et purs » qui peu après tomberont dans la stérilité. Il est possible qu'il arrive de même ici, mais il faut accorder crédit à ceux qui ont soutenu la lutte avec courage

et espoir. Et en plus connaissent la réalité dans laquelle ils agissent et ils entrevoient les chemins révolutionnaires à travers les syndicats. »

Cette lettre appelle une réponse sur les coupures que ces camarades ont cru devoir faire au texte de la brochure « La grève généralisée en France, mai-juin 68 » et sur les développements sur le syndicalisme qu'ils ont cru devoir y ajouter. Les perspectives des « groupes révolutionnaires » en Uruguay tout comme celles des syndicats « révolutionnaires » sont celles de toute organisation dans un pays en voie d'industrialisation : devenir une classe bureaucratique gestionnaire d'un modèle local de capitalisme d'état plus ou moins lié à un impérialisme

dominant. Nous reviendrons aussi sur les questions de gestion syndicale et de contrôle ouvrier soulevées dans cette lettre. D'un autre point de vue, cette lettre montre que certaines idées - celles qui étaient comprises et admises largement en mai 68 - comme celle de conseil ouvrier peuvent ne trouver qu'un écho limité ou bien largement déformé dans un pays dont les structures économiques et sociales sont différentes. Cela rejoint les considérations sur l'agitation révolutionnaire dans les pays d'Amérique Latine qui sont développées dans le compte rendu de la discussion sur la situation mondiale du capitalisme.

PUBLICATIONS

Sous ce titre, tu trouveras :

- 1 --- l'annonce de textes publiés séparément par des groupes participant à I.C.O.
- 2 --- Le rappel de publications antérieures disponibles.
- 3 --- Un relevé des publications échangées ou de celles qui auront pu intéresser des camarades accompagnées parfois de notes critiques.

LA CRITIQUE : Ce qui est dit ici n'est que l'opinion d'un ou plusieurs camarades. Si tu n'es pas d'accord ou si tu as lu quelque chose d'intéressant non mentionné ici, tu dois l'écrire car cela peut nous intéresser tous.

LA DOCUMENTATION : Pour une discussion, pour un article, tu as réuni des textes, des articles de journaux, des livres ? Pourquoi ne pas en publier la liste ? D'autres camarades la compléteront et cela pourra servir à tous.

L'ECHANGE : Seul ou en groupe, vous avez publié des textes, des tracts, touchant le mouvement ouvrier, ou une lutte particulière. Signale-le nous : ou on le mentionne avec nom et adresse, ou tu nous en envoies suffisamment pour satisfaire les demandes.

I - Textes publiés depuis septembre 1969

— RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 : le compte rendu n'est pas encore prêt mais nous pensons qu'il sera fin octobre - envoi aux seuls abonnés.

— LA LUTTE DE CLASSES AU PORTUGAL (Cader-nos de circunstancia) ce texte est la reproduction du texte diffusé par des camarades portugais à la rencontre de Bruxelles (s'adresser à I.C.O.)

— LUTTE A TURIN 1969 : ensemble de textes sur les grèves en Italie du Nord, dont la plupart ont été publiés dans I.C.O. mais qui se trouvent ici réunis en une seule brochure facilement diffusable (s'adresser à ICO)

II - Brochures et numéros anciens disponibles ou demandés

Brochures Disponibles :

— LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE - Mai-Juin 68 (2,50 F).

Sommaire : il s'est passé quelque chose - la société capitaliste - le mouvement étudiant - le mouvement ouvrier - participation et réforme des structures - l'organisation de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes - annexe : cinq thèses sur la lutte de classe.

— DICTATURE DES INTELLECTUELS (1 F) : Remarques critiques sur les « Réflexions » de Max Nomad par Paul Mattick (1934).

— LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F) : Que

s'est-il passé à Amsterdam en 1965 - le manifeste des Provos - une discussion sur les provos.

— LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1918-1935) (1 F) : Exposé, analyse et discussion.

--- REPOSE A LENINE (réimpression) (4 F)

— LA RAGE AU VENTRE (voir I.C.O. n° 83 juillet 69 - page 1 - publications)

— PETIT PRECIS DE DROITS (0,50)

— L'AUTOGESTION, L'ETAT ET LA REVOLUTION (brochu de Noir et Rouge - 2,50 - C.C.P. Claris 20020-93 Paris ou à I.C.O.)

en italien :

— IL PROCESSO DI EMILIO HENRY (L Galleani) (Gioventà Anarchica di Savona Casella postale 22 Savona, ou à I.C.O.)

— ATTIVITA INFORMAZIONI ANARCHICHE (bulletin du même groupe)

— PROPOSTE DI DISCUSSIONE del Gruppo di Torino Potere Operaio (demande à I.C.O.)

— NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES : 1962 : 9 - 1963 : 17-18 - 1963 : L'Afrique Noire est mal partie - 1966 : 50-51-52 - 1967 : 58-60-62-64 - 1968 : 75-76 - 1969 : 77-78-79-80-81-82-83-84-85.

— THESES SUR LA REVOLUTION CHINOISE (Cajo Brendel) Numéro spécial des Cahiers du Communisme de Conseils - n°4 - juillet 1969.

Introduction - le caractère de la révolution chinoise -

les relations de classe dans la révolution chinoise - le développement de la révolution en Russie et en Chine - les partis dans la révolution chinoise - le kérensky chinois et les paysans de Chine - le partage des terres et la révolution agricole - les paysans contre le capitalisme d'état - la période des cent fleurs et la politique des trois drapeaux rouges - la nouvelle classe en Chine contre le Koung-Tchang-Tang - le K.T.T. contre la nouvelle classe en Chine - Chronologie (2 F - Camoin - B.P. 15 - 13 Marseille 12ème).

Des camarades demandent

— les numéros d'I.C.O. suivants : 42, 49, 65, 70, 71, 72 (plusieurs numéros de chaque)

— les brochures : La Russie et Nantes St-Nazaire (supplément à I.C.O.)

— Hongrie 56 : documents sur les conseils ouvriers, publiés par des camarades de Lyon.

— un exemplaire du texte « De la misère en milieu lycéen ».

Si tu as en double de vieux numéros ou des brochures, ou que tu jettes ce bulletin après l'avoir lu, renvoie nous les, nous en avons l'utilisation : cela ne coûte que 7 centimes.

III - Publications reçues

Deux mensuels nouveaux qui essaient de se placer dans la « lancée révolutionnaire » - à grand renforts de moyens et de publicité. L'un qui existait déjà - formule belge « catholique de gauche » - devenu français, belge et suisse (Paris, 17, rue Pascal) (remarqué parmi les collaborateurs d. Mothé - voir I.C.O. n° 85 p. 26 à propos de « Liaison et autogestion ») LE POINT — L'autre plus tapageur et se lançant surtout sur le spectaculaire des pays dits « sous-développés » entrant dans l'ère de l'industrialisation le plus souvent avec un régime bureaucratique style russe ou chinois, à défaut d'une bourgeoisie locale : FRONT — Aux camarades qui auront eu sous la main l'un ou l'autre de ces périodiques, nous demandons d'écrire ce qu'ils ont pu déceler de leur orientation, autre que ce qu'il est dit dans les déclarations de ceux qui les animent.

— INVARIANCE (Librairie Chikwenko, 52, rue de Maubeuge, Paris 9ème) n° 7 : La révolution communiste - Textes à l'appui : Gauche communiste d'Italie, K.A.P.D., Partis communistes des U.S.A., Pannekoek, Gorter, Lukacs, Sylvia Pankhurst.

— JUDAÏSME CONTRE SIONISME : collection monographies - Le dossier arabe - Commentaire d'un camarade sur ce livre : « Je trouve ce bouquin intéressant, très humain et libertaire. Pas d'accord quand il délire avec dieu et la venue du messie. De toute façon, je crois que la société jugera quand les hommes seront adultes, quand on aura détruit le profit, détruit les maîtres à penser ».

— POUR UNE CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE : Sous ce titre, un camarade de Paris a publié une série de tracts et une bande dessinée « Le temps des cerises ». Un premier envoi ayant été dispersé auprès des camarades de Paris, aucune mention n'en a été faite dans I.C.O., ce qui vaut une lettre : « Nous sommes surpris qu'aucun des derniers numéros d'I.C.O. n'en fasse part car nous refusons de croire que les vieilles habitudes de censure aient cours à I.C.O. Qu'en est-il ? » (demander à I.C.O.)

— LA STRATEGIE TOTALE : (texte provisoire) suivi de deux tracts sur les groupes autonomes de liaisons et les conseils ouvriers (Périer, B.P. 11-47, Le Havre).

— LA BASE (Comité d'Action Citroën) 16 septembre 67 : articles sur Fiat, sur le logement des travailleurs africains à Ivry, sur les grèves sauvages en Allemagne.

— CAHIERS DE MAI (n° 14, Fournié, 80, quai de la Raucée - Paris 12ème) Le plan du gouvernement, que signifie-t-il et comment y répliquer - Dunkerque, l'ordinateur en grève - Fiat-Turin, crise de croissance des comités de base - Hagondange, une grève de 24 jours que les voisins ignorent - lutte à Oppelem Magneto (Bagneux). Quatre pages sont consacrées à une sorte de bilan qui se termine par des propositions d'action concernant la réalisation d'un journal à plus large diffusion et avec des rubriques suivies. Il semble, d'après ces propositions et d'après des contacts que des camarades ont pu avoir avec des militants des Cahiers de Mai, que ceux-ci touchent surtout une « gauche syndicale », une sorte de néo-syndicalisme, pour l'instant oppositionnel à la C.G.T. comme à la C.F.D.T. Ceci expliquerait la précision des informations sur les conflits les plus importants, mais aussi le fait que le rôle des syndicats et des partis n'y soit pas analysés d'une manière générale, dans le cadre de la société capitaliste. Il est évident que cette « opposition syndicale » tend à assumer d'une certaine façon l'autonomie des luttes, mais, un peu à la manière des shop stewards anglais, dans le cadre syndical, ce qui ne manque pas - et ne manquera pas - de créer des conflits tant avec la base qu'avec les directions syndicales.

— INTERNATIONALE SITUATIONNISTE n° 12 - septembre 1969 - B.P. 307-03 Paris (revue de la section française de l'I.S.) - Le commencement d'une époque (complément au livre de Vienet - Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations - Réforme et contre réforme dans le pouvoir bureaucratique (sur la Tchécoslovaquie) - Comment on ne comprend pas les livres situationnistes - Jugements choisis concernant l'I.S. et classés selon leur motivation dominante - Préliminaire sur les conseils et l'organisation conseilliste - Avis aux civilisés relativement à l'autogestion généralisée - La conquête de l'espace dans le temps du pouvoir - La pratique de la théorie - Documents - (Il est abondamment question d'I.C.O. dans ce numéro, nous en parlons ailleurs).

— BULLETIN DE L'A.E.I.S. (voir I.C.O. 85, page 26).

— ROUGE : hebdomadaire d'action communiste - n° 32 - Montpellier, grève à la C.T.M. - la révolution chinoise a 20 ans - la drôle de campagne électorale des ouvriers allemands - à propos des agriculteurs et des vérités bonnes à dire.

Nous avons tous convenu, pour chaque numéro d'un ou deux éditoriaux exprimant le point de vue d'un camarade ou d'un groupe. Les seules limites sont : trois pages dactylographiées 21 x 27 ; publication dans l'ordre d'arrivée ; confiance à chacun pour le niveau, le style, le langage et les conséquences possibles. Pour le reste, carte blanche et discussion pour tous.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela nous préconisons la mise sur pied des comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des réalisations internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leurs fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 12 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**